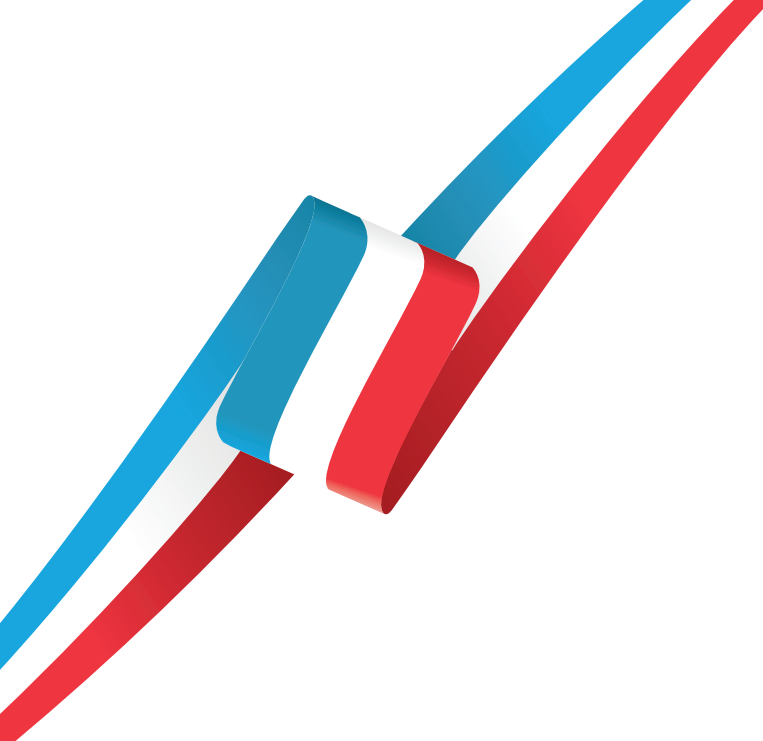




Grand-Duché
du Luxembourg

Rapport sur L'Islamophobie

Pour l'année 2024

PERCEPTION ET VÉCU



OBSERVATORIUM FIR ISLAMOPHOBIE
ISLAMOPHOBIA OBSERVATORY
OBSERVATOIRE DE L'ISLAMOPHOBIE



*«Si l'Homme échoue à concilier
la justice et la liberté,
alors il échoue à tout.»*

Albert Camus

Remerciements

Nous exprimons notre profonde gratitude à l'ensemble des personnes ayant contribué à la réalisation de ce rapport, qui constitue une étape importante dans l'analyse et la compréhension du phénomène de l'islamophobie.

Nos remerciements les plus sincères s'adressent en premier lieu aux participants de l'enquête, dont les témoignages et réflexions ont grandement enrichi notre étude. Leurs contributions ont permis de mettre en lumière, avec justesse et nuance, les expériences vécues par les membres de la communauté musulmane.

Nous tenons également à souligner l'engagement remarquable de notre équipe de recherche, dont la rigueur méthodologique, le professionnalisme et la sensibilité ont été déterminants pour la conduite de cette investigation.

Nous adressons par ailleurs nos remerciements à tous les professionnels mobilisés dans le cadre de ce projet, pour la pertinence de leurs analyses et leur soutien constant.

Enfin, notre reconnaissance va également aux organisations et associations partenaires, dont la collaboration a été précieuse tant pour la diffusion de l'enquête que pour la valorisation de ses résultats.



OBSERVATORIUM FIR ISLAMOPHOBIE
ISLAMOPHOBIA OBSERVATORY
OBSERVATOIRE DE L'ISLAMOPHOBIE

Le mot du Président

Adnan Cindrak

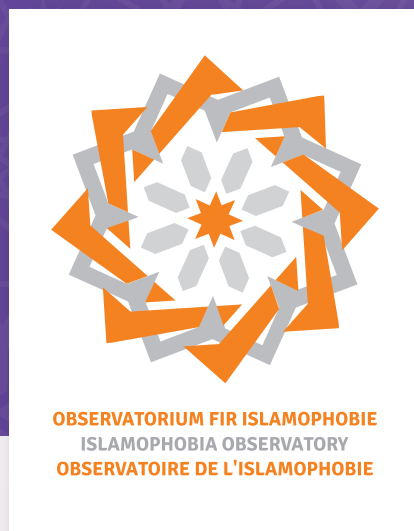
L'islamophobie constitue aujourd'hui l'un des défis majeurs de notre société. Au-delà des chiffres et des témoignages, elle traduit une réalité douloureuse: celle de femmes et d'hommes dont la dignité est remise en cause, dont la citoyenneté est contestée, et dont la foi devient, injustement, un motif d'exclusion ou de suspicion.

Ce rapport vise à éclairer cette réalité, à la documenter avec rigueur et à la comprendre dans toute sa complexité. Il ne s'agit pas seulement d'un travail d'observation, mais d'un engagement collectif pour la justice, l'égalité et le respect des droits fondamentaux. En rassemblant données, analyses et recommandations, nous souhaitons contribuer à une prise de conscience lucide et responsable.

En effet, notre responsabilité collective est de faire face à l'islamophobie avec détermination, car défendre celles et ceux qui en sont victimes, c'est avant tout défendre la dignité et les valeurs humaines.

Je remercie toutes les personnes et organisations qui ont contribué à ce travail essentiel. Puisseons-nous transformer ce constat en un engagement renouvelé pour une société plus juste et unie.

Merci pour votre soutien.



Le mot du Responsable de Recherche

Dr Lahcen Abarri

Cette cinquième édition de notre rapport sur l'islamophobie au Luxembourg s'inscrit dans la continuité d'un travail rigoureux d'observation et d'analyse des réalités vécues par les personnes de confession musulmane dans notre pays.

Au-delà des chiffres, ce rapport met en lumière des trajectoires humaines, des sentiments d'exclusion, mais aussi des signes encourageants d'ouverture et de résilience. Les données recueillies rappellent qu'il reste des progrès à accomplir pour garantir à chacun une égalité réelle dans l'accès aux droits, à la dignité et à la reconnaissance.

Je tiens à remercier l'ensemble des participants, partenaires institutionnels et associatifs, ainsi que l'ensemble de l'OIL pour leur engagement et leurs précieux efforts.

Avec toute mon estime !



Résumé



Cette cinquième édition de notre rapport sur l'islamophobie au Grand-Duché du Luxembourg met une nouvelle fois en lumière les difficultés persistantes rencontrées par les personnes de confession musulmane dans l'accès et l'exercice de leurs droits civils et sociaux ainsi que de leurs libertés essentielles.

En 2024, 26,3 % des personnes interrogées affirment avoir été victimes d'actes islamophobes, tandis que 41 % déclarent en avoir été témoins sans en être directement concernés.

L'adoption d'une approche intersectionnelle permet de révéler la diversité des expériences de discrimination selon les appartenances sociales. Certaines personnes, exposées à d'autres facteurs de discrimination (port de signes religieux, origine ethnique visible, précarité économique, appartenance à des tranches d'âge vulnérables comme les jeunes ou les seniors), sont touchées par des taux d'islamophobie supérieurs à la moyenne.

Les expériences islamophobes sont aussi marquées par une dimension genrée: les femmes se déclarent plus souvent victimes que les hommes, particulièrement lorsqu'elles portent un signe religieux visible (comme le voile). Si les formes d'agression les plus fréquentes sont verbales ou relèvent du rejet social, 2 % des victimes font état d'agressions physiques.

Par ailleurs, l'islamophobie demeure largement sous-déclarée: en 2024, seuls 9 % des personnes concernées ont signalé les faits, que ce soit par voie officielle ou informelle. Les domaines les plus touchés sont le monde professionnel, le milieu éducatif et de la formation, les réseaux sociaux, les espaces publics et les transports.

Enfin, 72,7% de nos participants estiment tout de même que les individus de confession musulmane sont bien intégrés socialement au Grand-Duché du Luxembourg, 77,6% qu'ils y sont en sécurité, 67,8% d'entre eux pensent qu'ils y sont moins discriminés que dans les pays frontaliers (France, Belgique, Allemagne, Pays-Bas) et 80,5% des personnes interrogées sont optimistes quant à l'avenir de la communauté musulmane dans notre pays.

Abstract



This fifth edition of our report on Islamophobia in the Grand Duchy of Luxembourg once again highlights the persistent difficulties faced by people of Muslim faith in accessing and exercising their civil and social rights, as well as their fundamental freedoms.

In 2024, 26.3% of respondents stated that they had been victims of Islamophobic acts, while 41% reported having witnessed such acts without being directly affected.

An intersectional approach reveals the diversity of discrimination experiences according to social background. Some individuals, exposed to additional factors of discrimination (wearing religious symbols, visible ethnic origin, economic precarity, belonging to vulnerable age groups such as youth or seniors), experience rates of Islamophobia higher than average.

Islamophobic experiences also display a gendered dimension: women report being victims more often than men, particularly when they wear a visible religious symbol such as the headscarf. While the most common forms of aggression are verbal or related to social exclusion, 2% of victims report having suffered physical assaults.

Moreover, Islamophobia remains largely underreported: in 2024, only 9% of those affected reported the incidents, whether through official or informal channels. The most affected areas include the workplace, education and training, social media, public spaces, and transport.

Nevertheless, 72.7% of our participants believe that individuals of Muslim faith are socially well integrated in Luxembourg; 77.6% consider them to be safe; 67.8% think they are less discriminated against than in neighboring countries (France, Belgium, Germany, the Netherlands); and 80.5% of respondents are optimistic about the future of the Muslim community in Luxembourg.





Resumé



Dës fënneft Editioun vun eisem Rapport iwwer d'Islamophobie am Groussherzogtum Lëtzebuerg weist erëm d'Schwieregkeeten, déi Persounen muslimesche Glawens nach ëmmer hunn, fir hir zivil a sozial Rechter souwéi hir Grondfräiheeten voll auszeüben.

Am Joer 2024 hu 26,3 % vun de Befrote gesot, si wieren Affer vu islamophoben Handlung ginn, während 41 % uginn hunn, esou Handlungen observéiert ze hunn, ouni selwer betraff ze sinn.

Eng intersektionell Approche weist d'Diversitéit vun den Diskriminatiounserfahrungen, jee no sozialem Hannergrond. Verschidde Persounen, déi zousätzleche Forme vun Diskriminatioun ausgesat sinn (zum Beispill droe vu reliéise Symboler, siichtbar ethnesch Hierkonft, ekonomesch Onsécherheet, oder d'Zougéhoren zu verletzleche Altersgruppen wéi Jugendlecher oder Senioren), sinn iwwerduerchschnëttlech dacks vun Islamophobie betraff.

D'Erfarunge mat Islamophobie hunn och eng geschlechtlech Dimensioun: Frae mellen sech méi dacks als Affer wéi Männer, besonnesch wa si e siichtbare reliéise Symbol droen (wéi de Kopftuch). Déi heefegst Forme vun Ugrëff si verbal oder sozial Ausgrenzung, mee 2 % vun den Affer berichten och vu kierperlechen Attacken.

Islamophobie gëtt wéineg gemellt: am Joer 2024 hu just 9 % vun de Betraffenen d'Faiten ugeholl oder weidergeleet, sief et op offiziell oder inoffiziell Wee. Am meeschte betraff si d'Aarbechtswelt, d'Schoul- a Formatiounsëmfeld, sozial Netzwierker, ëffentlech Raim a Verkéiersmëttelen.

Trotzdem gesinn 72,7 % vun eise Participanten d'Muslima a Muslime sozial gutt integréiert am Land, 77,6 % mengen, si wieren hei sécher, 67,8 % mengen, si géifen am Verglach zu de Nopeschlänner (Frankräich, Belsch, Däitschland, Holland) manner diskriminéiert ginn, an 80,5 % weisen sech optimisteschesch wat d'Zukunft vun der muslimescher Communautéit zu Lëtzebuerg ugeet.

Les 7 chiffres clés pour comprendre l'islamophobie



- 2 personnes interrogées sur 10 ont été victime d'islamophobie durant l'année 2024.
- 4 personnes interrogées sur 10 en ont été témoin sans que cela ne les concerne.
 - 2 victimes d'islamophobie sur 100 ont subi une agression physique.
 - 1 victime sur 10 a été menacée.
 - 1 victime d'islamophobie sur 10 signale l'acte dont elle a été victime.
- Les actes islamophobes sont stables entre 2023 et 2024.
- Plus de 7 personnes interrogées sur 10 estiment que les individus de confession musulmane sont bien intégrés au Grand-Duché du Luxembourg, qu'ils y sont en sécurité et y sont moins discriminés que dans les pays frontaliers.

The 7 Key Figures to Understand Islamophobia



- 2 out of 10 people surveyed were victims of Islamophobia during the year 2024.
- 4 out of 10 people surveyed witnessed Islamophobia without being directly affected.
 - 2 out of 100 victims of Islamophobia suffered a physical assault.
 - 1 in 10 victims was threatened.
 - 1 in 10 victims of Islamophobia reported the incident they experienced.
- Islamophobic acts remained stable between 2023 and 2024.
- More than 7 out of 10 people surveyed believe that individuals of Muslim faith are well integrated in the Grand Duchy of Luxembourg, feel safe there, and face less discrimination than in neighboring countries.

Déi 7 Haaptzuelen fir d'Islamophobie ze verstoen



- 2 vu 10 Befrote waren am Joer 2024 Affër vun Islamophobie.
- 4 vu 10 Befrote hunn Islamophobie matbekommen, ouni selwer beträff ze sinn.
 - 2 vun 100 Affër vun Islamophobie goufen kierperlech ugegraff.
 - 1 vun 10 Affër gouf menacéiert.
 - 1 vun 10 Affër vun Islamophobie méllt den Tëschefall, deen et beträff huet.
- D'Zuel vun islamophobe Akten ass tëscht 2023 an 2024 stabil bliwwen.
- Méi wéi 7 vu 10 Befrote mengen, datt Leit muslimesche Glawens gutt an de Groussherzogtum Lëtzebuerg integréiert sinn, sech do sécher fillen an manner diskriminéiert ginn wéi an de Nopeschlänner.

Sommaire

Introduction	12
 L'Islamophobie en chiffre	 16
1. Méthodologie	16
2. Caractéristiques de nos participants	17
3. Résultats	34
Avis des participants sur la présence ou non d'Islamophobie au Grand-Duché du Luxembourg	35
Avis des participants sur diverses situations touchant la communauté musulmane au G-D du Luxembourg	36
 Zoom sur 2024	 37
Islamophobie observée et vécue au G-D du Luxembourg pour l'année 2024	37
L'Islamophobie mise en perspective: comparatif des années 2022, 2023 et 2024	38
Double mesure de l'Islamophobie: Comparatif entre les rapports	39
Islamophobie Perçue et Vécue mise en parallèle avec d'autres critères de discrimination	40
Islamophobie Perçue en 2024: Domaines et types d'actes concernés	43
A. Domaines	43
B. Types d'actes observés	44
Islamophobie Vécue en 2024: Domaines et types d'actes concernés	45
A. Domaines	45
B. Types d'actes subis	46
 L'Islamophobie dans les faits: exemples de cas d'actes islamophobes	 48
1. La voie publique	48
2. Les Médias	50
3. Le Sport	51
4. Commerce	51
5. CyberIslamophobie	52
6. Éléments d'Islamophobie dans le rapport sur l'antisémitisme au Luxembourg	53
 L'Islamophobie dans les faits:	
avancées positives dans la lutte contre l'islamophobie	54
 Conclusions & Préconisations	 56



Introduction

La quête d'idéal et d'épanouissement a toujours été une constante dans l'histoire humaine. Elle se base, notamment, sur une volonté profonde d'assurer un traitement équitable entre les individus et de garantir un équilibre dans les rapports sociaux. Le fait de vivre dans une société où chacun peut faire valoir ses droits, être reconnu et respecté dans sa dignité, représente incontestablement, une exigence fondamentale.

Lorsque la justice fait défaut, le tissu social se fragilise. Les inégalités se creusent, les tensions s'intensifient et la confiance entre les membres de la société s'effrite. À l'inverse, une société juste permet non seulement de maintenir la paix et la stabilité, mais elle favorise surtout le bien-être individuel et le développement collectif.

Parmi les formes d'injustice contemporaine, la stigmatisation des communautés musulmanes représente un phénomène préoccupant. Cette forme de rejet, souvent alimentée par des peurs irrationnelles et des préjugés persistants, met en péril les valeurs de tolérance et de respect des différences. Elle pose la question de notre capacité à vivre ensemble dans un cadre pluraliste, respectueux des croyances et des origines de chacun.

Face à cette réalité, un certain nombre d'initiatives ont vu le jour pour mieux comprendre ces dynamiques et y répondre. C'est dans cet esprit qu'a été créé en 2018 l'Observatoire de l'Islamophobie au Luxembourg (OIL). Cette structure a pour vocation de documenter les actes hostiles envers les personnes de confession musulmane, d'alerter sur les dérives discriminatoires, mais aussi de promouvoir une culture de dialogue et d'inclusion.

L'OIL mène un travail de veille, d'analyse et de sensibilisation autour des enjeux liés à l'islamophobie. En se concentrant sur le contexte spécifique du Luxembourg, il cherche à identifier les mécanismes sociaux, politiques et culturels qui alimentent ce phénomène, tout en valorisant les bonnes pratiques.

Dans un pays marqué par la diversité et au cœur d'une Europe en mutation, interroger les rapports à l'altérité religieuse devient essentiel.

A titre d'illustration, le rapport intitulé «Être musulman dans l'UE» (Being Muslim in the EU), publié par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA)¹, révèle une augmentation significative de la discrimination et du racisme à l'encontre des musulmans dans l'Union européenne. Cette étude repose sur les témoignages de 9 604 répondants musulmans répartis dans 13 pays de l'UE: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et Suède.

Les résultats révèlent que 60 % des musulmans au Luxembourg affirment avoir été victimes de racisme au cours des cinq dernières années, et 50 % au cours des 12 mois précédant l'étude. De plus, 52 % des répondants estiment que leur dernière interpellation par la police était due à un profilage racial.

Ces chiffres mettent en évidence une situation préoccupante en matière de discrimination raciale au Luxembourg, soulignant la nécessité de renforcer les politiques de lutte contre les discriminations si l'on souhaite éviter le pire.

En France, le 25 avril 2025, Aboubakar Cissé, un jeune Malien de 22 ans, a été tué à la mosquée Khadidja de La Grand-Combe, dans le Gard. Alors qu'il priait seul, un homme de 21 ans, Olivier H., originaire de Lyon, l'a poignardé à plusieurs reprises tout en filmant l'agression. L'assaillant a proféré des propos islamophobes pendant l'attaque, qualifiée de crime de haine par les autorités. Cette tra-

gédie a ravivé le débat sur la protection des lieux de culte musulmans et la normalisation de l'incitation à la haine dont est victime la communauté musulmane française.²

En effet, la banalisation de l'islamophobie constitue un obstacle majeur au progrès social et économique. Octroyant à la communauté musulmane les rôles d'épouvantail social et d'exutoire visant à détourner l'attention des citoyens des défis sociaux légitimes et prioritaires.

Dans ce contexte, la cinquième édition de notre rapport, couvrant l'année 2024, offre une analyse approfondie de l'Islamophobie telle qu'elle est perçue et vécue au Luxembourg. Ce document vise à éclairer les défis actuels, tant sur le plan de la collecte d'informations que sur celui de l'action concrète.

Notre rapport s'articule autour de plusieurs axes:

1. Analyse statistique des incidents islamophobes: Nous présenterons les données relatives aux actes islamophobes rapportés par les participants à notre étude.

2. Étude de cas spécifiques: Nous illustrerons notre analyse avec des exemples concrets d'Islamophobie enregistrés auprès de l'OIL ou non. Ces cas mettent en lumière la diversité des formes que peut prendre l'Islamophobie, allant des agressions verbales aux discriminations systémiques dans divers domaines tels que l'emploi, l'éducation et le logement.

3. Recommandations pour l'action: En conclusion, le rapport proposera une série de recommandations visant à lutter contre l'Islamophobie. Ces recommandations portent sur la sensibilisation, la formation, le renforcement des mécanismes de signalement et la mise en place de politiques publiques favorisant la justice sociale.

Nous espérons que ce rapport contribuera à une meilleure compréhension de l'Islamophobie au Luxembourg et incitera à des actions concrètes pour y faire face.

1 - European Union Agency for Fundamental Rights. (2024, October 25). Being Muslim in the EU – Experiences of Muslims. Publications Office of the European Union.

2 - Le Monde. (2025, 9 mai). Le meurtrier présumé d'Aboubakar Cissé mis en examen pour assassinat à raison de la religion. Le Monde. https://www.lemonde.fr/societe/article/2025/05/09/le-meurtrier-presume-d-aboubakar-cisse-mis-en-examen-pour-assassinat-a-raison-de-la-religion_6604410_3225.html



L'Islamophobie en Chiffres

1. Méthodologie

Dans le cadre de cette enquête, 198 personnes de confession musulmane, auto-identifiées comme telles, qu'elles soient issues de familles musulmanes ou converties ont été interrogées.

Les participant(e)s, sélectionné(e)s de manière aléatoire et volontaire à travers le Luxembourg et ses pays limitrophes, ont répondu à un questionnaire en ligne diffusé par divers canaux tels que les instances religieuses (Shoura, mosquées, associations en relation avec la communauté musulmane, etc.) les réseaux sociaux ou les listes de diffusion par mail.

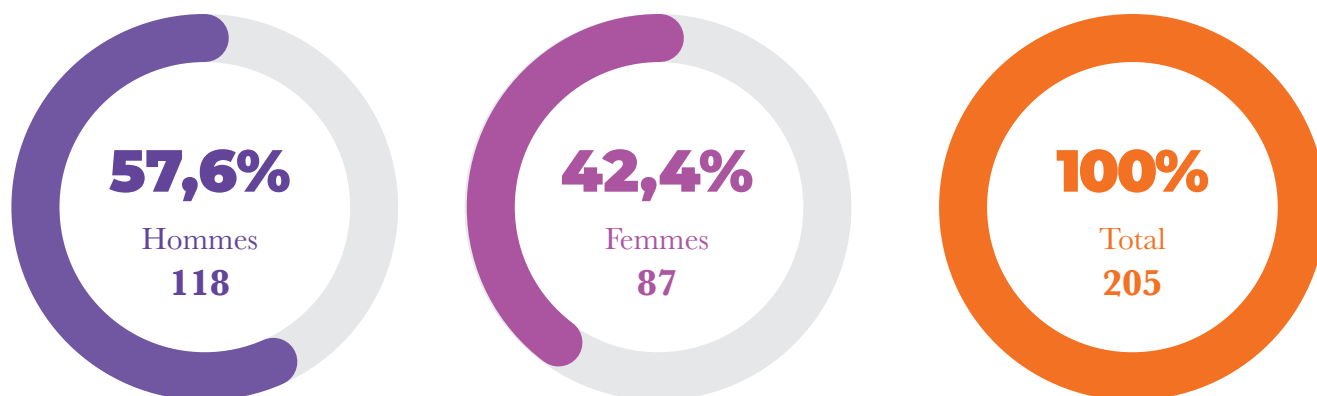
Outre l'étude de critères socio-démographiques précis, les répondant(e)s ont partagé leurs points de vue sur diverses problématiques touchant la communauté musulmane au Luxembourg. L'enquête s'est particulièrement intéressée aux formes d'Islamophobie perçue (observée mais non directement subie) et vécue (subie personnellement) au cours de l'année 2024.

L'analyse se focalise notamment sur les dimensions genrées de ces expériences islamophobes, en adoptant une approche intersectionnelle tenant compte de facteurs tels que l'âge, le port de signes religieux, la nationalité, l'origine ethno-raciale, le handicap, la situation familiale ou encore la précarité économique.

Par ailleurs, afin d'évaluer la continuité et la stabilité des données recueillies dans nos précédents rapports (2018, 2019, 2020/2021, 2022/2023), cette nouvelle collecte vise également à établir des tendances, alimenter des études comparatives futures, susciter de nouvelles pistes de recherche, et orienter les décisions politiques. Ainsi, les données des cinq enquêtes seront mises en perspective pour offrir une analyse approfondie et éclairante des phénomènes islamophobes dans la région.

2. Caractéristiques de nos participants

Sexe

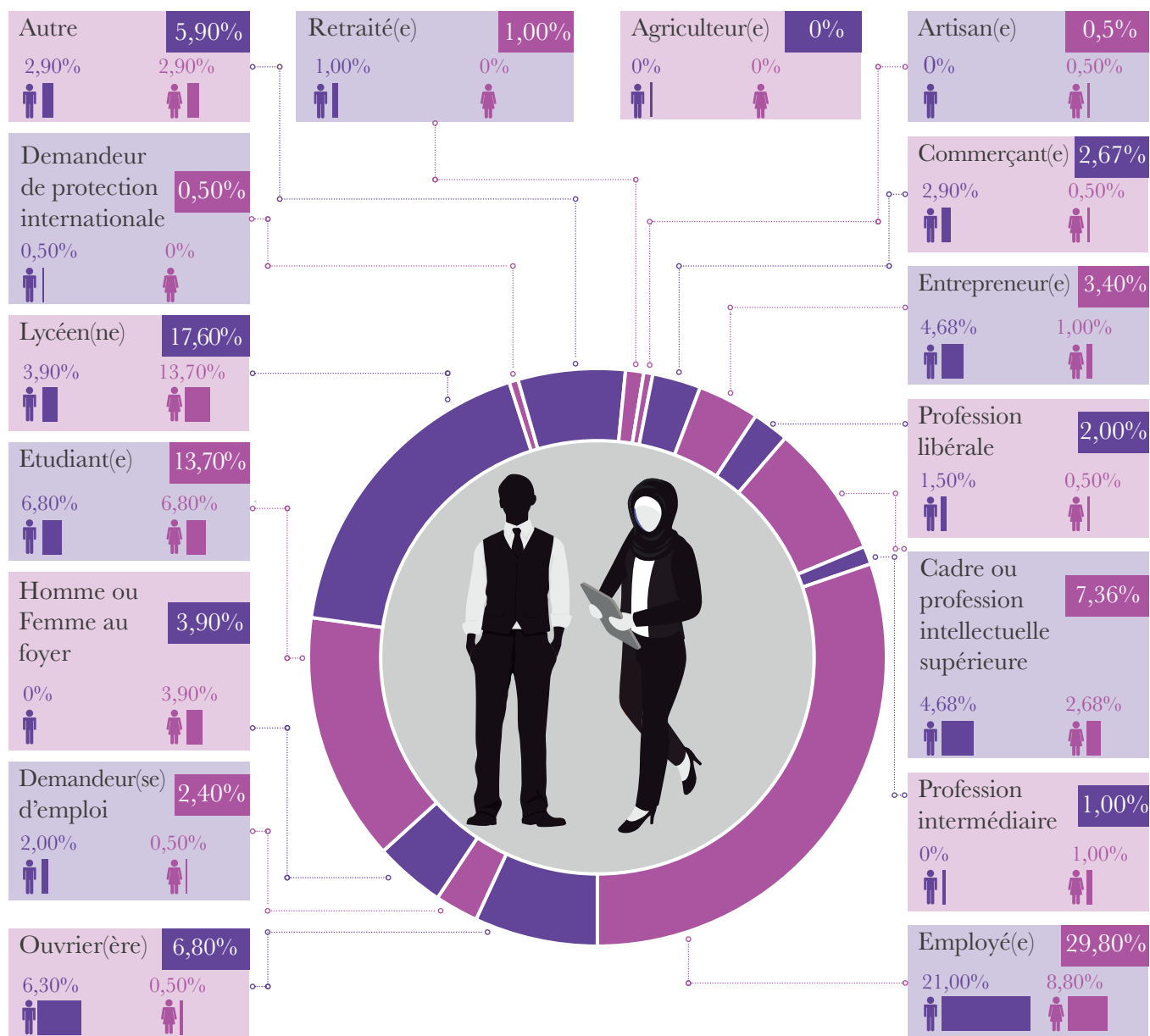


Notre échantillon est composé de 57,6% d'hommes et de 42,4% de femmes. Près de la moitié de nos participant(e)s ont entre 21 et 40 ans. Ils occupent principalement des postes d'employés (29,8%) et de cadres/professions intellectuelles supérieures (11,7%). Beaucoup d'entre eux sont également lycéens (17,6%) ou étudiants (13,7%).

Catégories d'âge



Catégories socioprofessionnelles



Relation que les participants entretiennent avec le Luxembourg

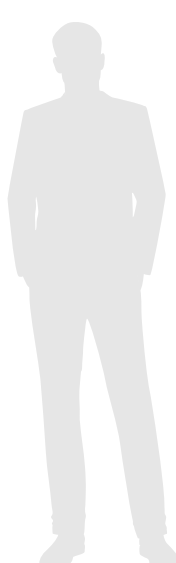


Hommes	Total	Femmes
32,20%	Nationalité Luxembourgeoise 60,00%	27,80%
19,50%	Résidence Luxembourgeoise 30,70%	11,20%
3,40%	Travailleurs frontaliers 5,90%	2,40
2,40%	Autre 3,40%	1,00%

La grande majorité de nos participant(e)s sont de nationalité luxembourgeoise (60 %) ou résident(e)s luxembourgeois(es) (30,7%).

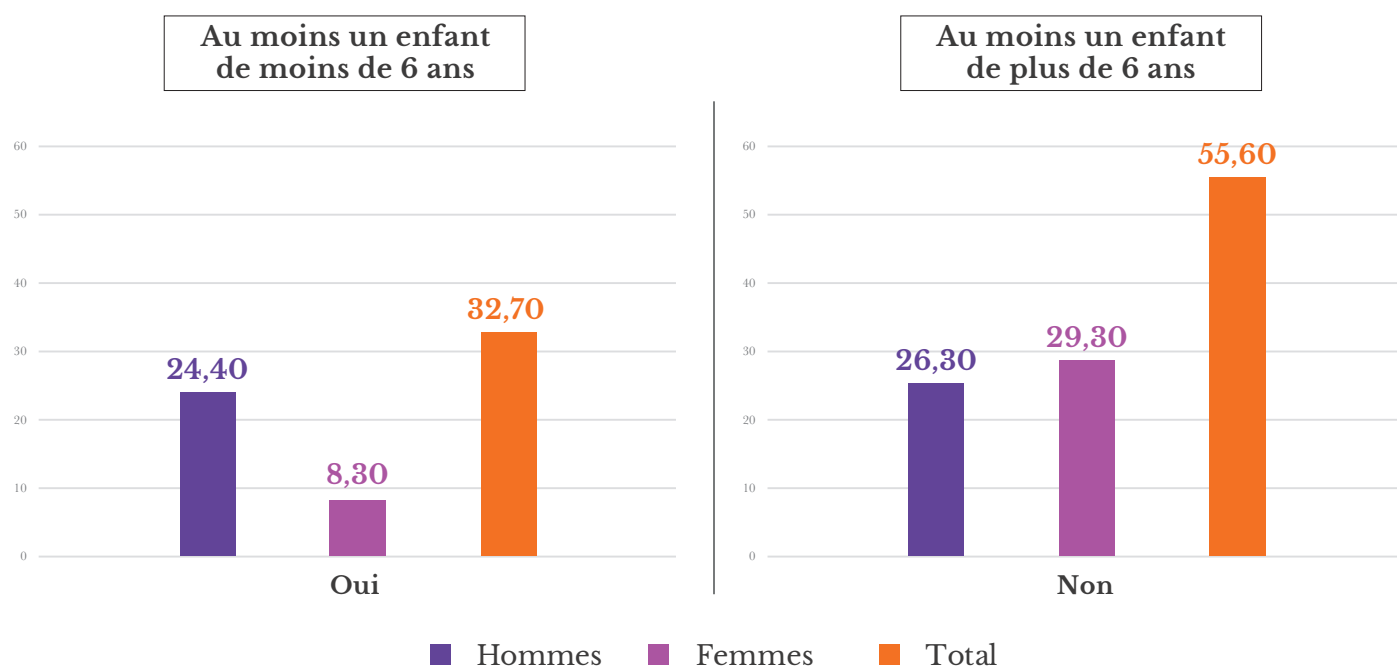
Situation maritale et parentale de nos participants

Situation maritale de nos participants



Hommes	Total	Femmes
42,90%	Marié 59,50%	16,60%
0,50%	Pacsé 1,00%	0,50%
0,50%	Divorcé 1,50%	1,00%
13,70%	Célibataire 38,10%	24,40%

Situation parentale de nos participants



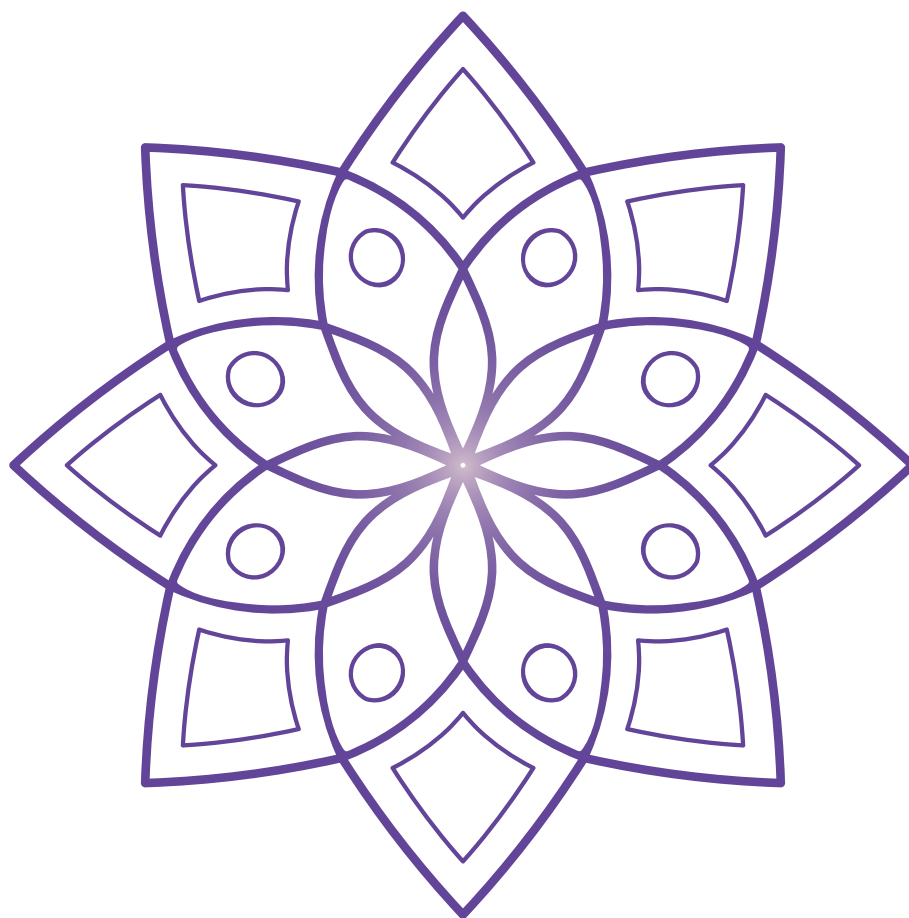
Les discriminations fondées sur l'origine réelle ou supposée reposent fréquemment sur des caractéristiques visibles, telles que l'apparence physique, les signes culturels ou religieux, ou encore la consonance d'un nom. Plutôt que de demander aux participant·e·s de s'auto-identifier à une origine précise, nous avons choisi d'interroger la manière dont ils estiment être perçus par les autres, afin de mieux saisir les mécanismes sociaux à l'œuvre dans la construction de l'altérisation.

Les données relatives à l'appartenance «ethno-raciale» ont ainsi été recueillies en observant différents indicateurs: la présence de signes religieux ou culturels associés à l'islam, l'origine ethnique que les individus pensent que leur entourage leur attribue, ainsi que la consonance étrangère de leur prénom ou nom de famille.

L'étude de l'islamophobie en lien avec les caractéristiques ethno-raciales permet d'éclairer les dimensions multiples de ce phénomène. Un des éléments centraux est la racialisation de l'identité musulmane: les personnes perçues comme musulmanes sont souvent associées à certaines origines (Maghreb, Moyen-Orient, Afrique subsaharienne, Asie du Sud, etc.) et à une «altérité» raciale, dans des contextes où la norme implicite demeure blanche et non-musulmane.

Cette logique produit également des formes de discriminations croisées, où s'entrelacent islamophobie et racisme. Les personnes à l'intersection de ces deux catégories subissent alors une stigmatisation renforcée, nourrie à la fois par des préjugés religieux et par des constructions raciales. Cela touche particulièrement les femmes portant un voile, les hommes racisés associés à des stéréotypes de dangerosité, ou encore les jeunes perçus comme «issus de l'immigration».

Enfin, il convient de souligner l'importance de la solidarité intercommunautaire. Comprendre les croisements entre islamophobie et racisme permet de mettre en lumière des expériences communes de discrimination vécues par différentes minorités, et de renforcer les alliances entre groupes confrontés à des formes d'exclusion similaires. Cette approche favorise une lecture plus inclusive des luttes contre les discriminations systémiques.



Participants en situation de handicap

Dans le cadre de cette enquête, nous nous appuyons sur une définition élargie du handicap, conformément à la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 décembre 2006. Cette convention marque une évolution importante en reconnaissant que le handicap ne résulte pas uniquement des limitations fonctionnelles d'une personne, mais aussi des obstacles rencontrés dans l'environnement physique, social ou organisationnel.

Parmi les participant(e)s de notre étude, 8,8 % se trouvent en situation de handicap, et parmi eux, 5,4 % ont officiellement déclaré leur état.

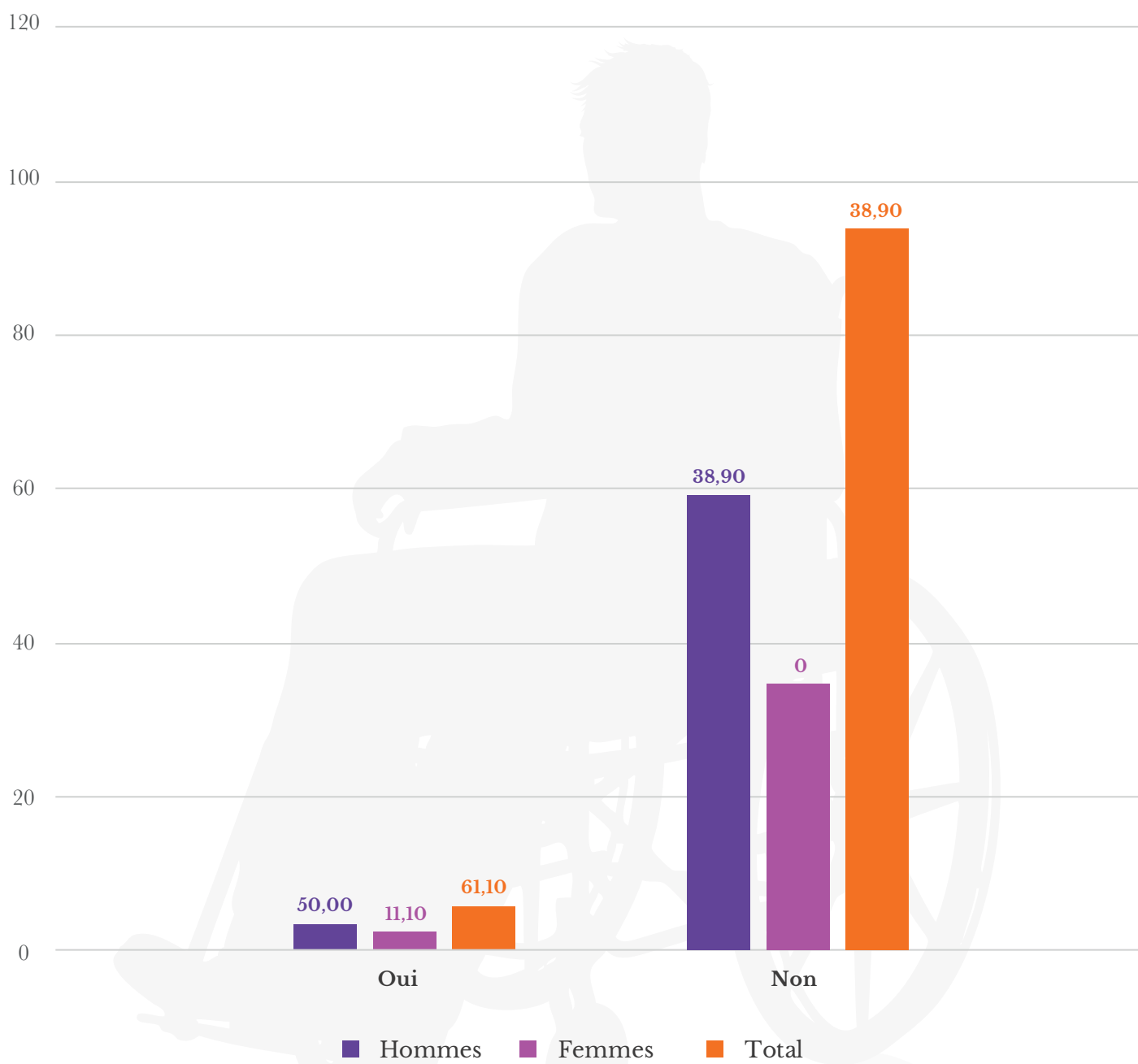
Nous considérons comme étant en situation de handicap toute personne qui, en raison d'un problème de santé physique, mental ou psychique, éprouve des difficultés durables ou chroniques à accomplir certaines activités ou à participer pleinement à la vie sociale. Cette limitation doit être présente depuis au moins six mois.

Cette approche s'éloigne d'une vision strictement médicale du handicap, pour mieux intégrer la dimension sociale et contextuelle. Elle englobe, par exemple:

- Les personnes atteintes de maladies chroniques invalidantes (diabète, sclérose en plaques, troubles respiratoires, etc.) ;
- Celles vivant avec des troubles psychiques ou cognitifs durables ;
- Ou encore celles dont la mobilité ou les capacités sensorielles sont altérées de manière prolongée.

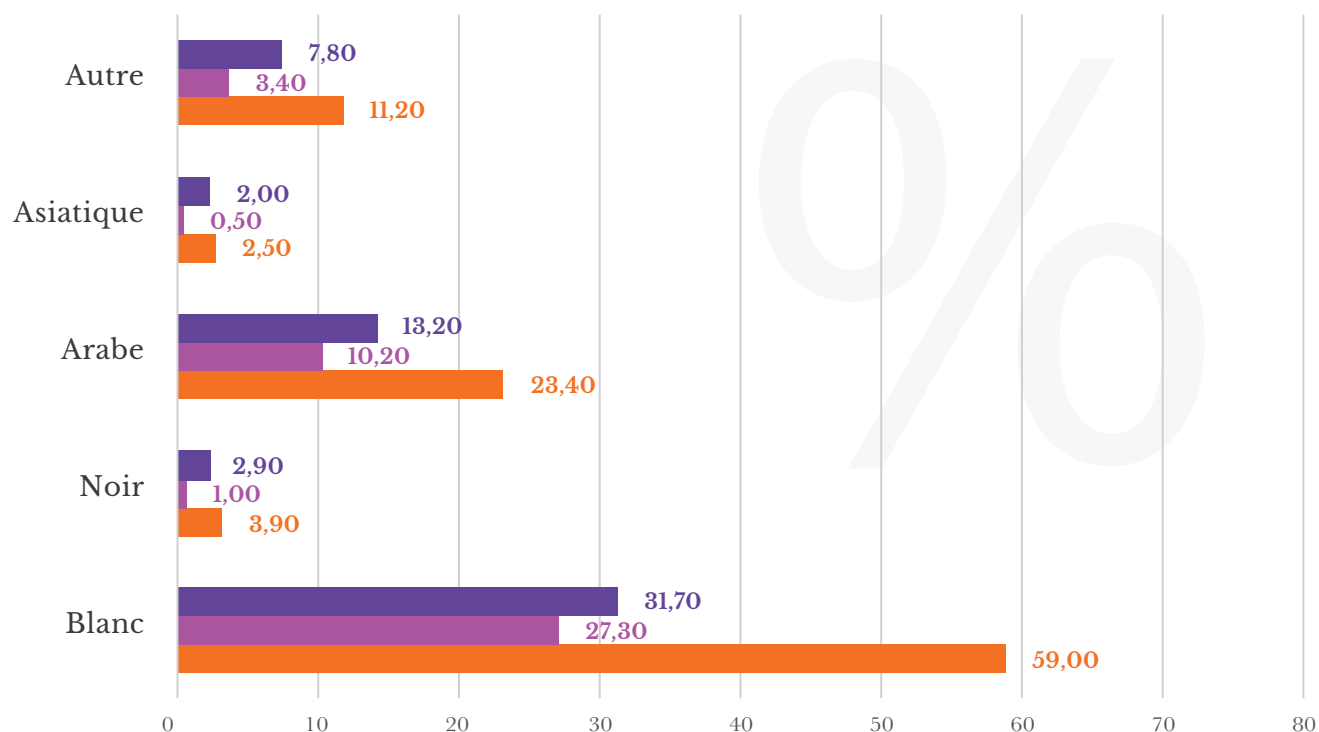
Cette définition permet de mieux refléter la diversité des situations de handicap et de prendre en compte les obstacles à l'égalité des droits et des chances dans l'analyse des résultats.

Dans notre perspective d'une meilleure compréhension de l'islamophobie, il est essentiel de prendre en compte les formes de discriminations croisées, notamment celles qui combinent le handicap et les critères religieux. Une personne musulmane en situation de handicap peut faire l'objet d'un double rejet: en raison de ses limitations fonctionnelles, mais aussi à cause de stéréotypes liés à sa foi. Par exemple, une femme musulmane porteuse d'un handicap et portant le voile peut se heurter à des préjugés multiples qui renforcent son exclusion sociale ou professionnelle. Ce cumul de discriminations, souvent invisibilisé, constitue un frein majeur à l'égalité des droits et à l'inclusion effective.

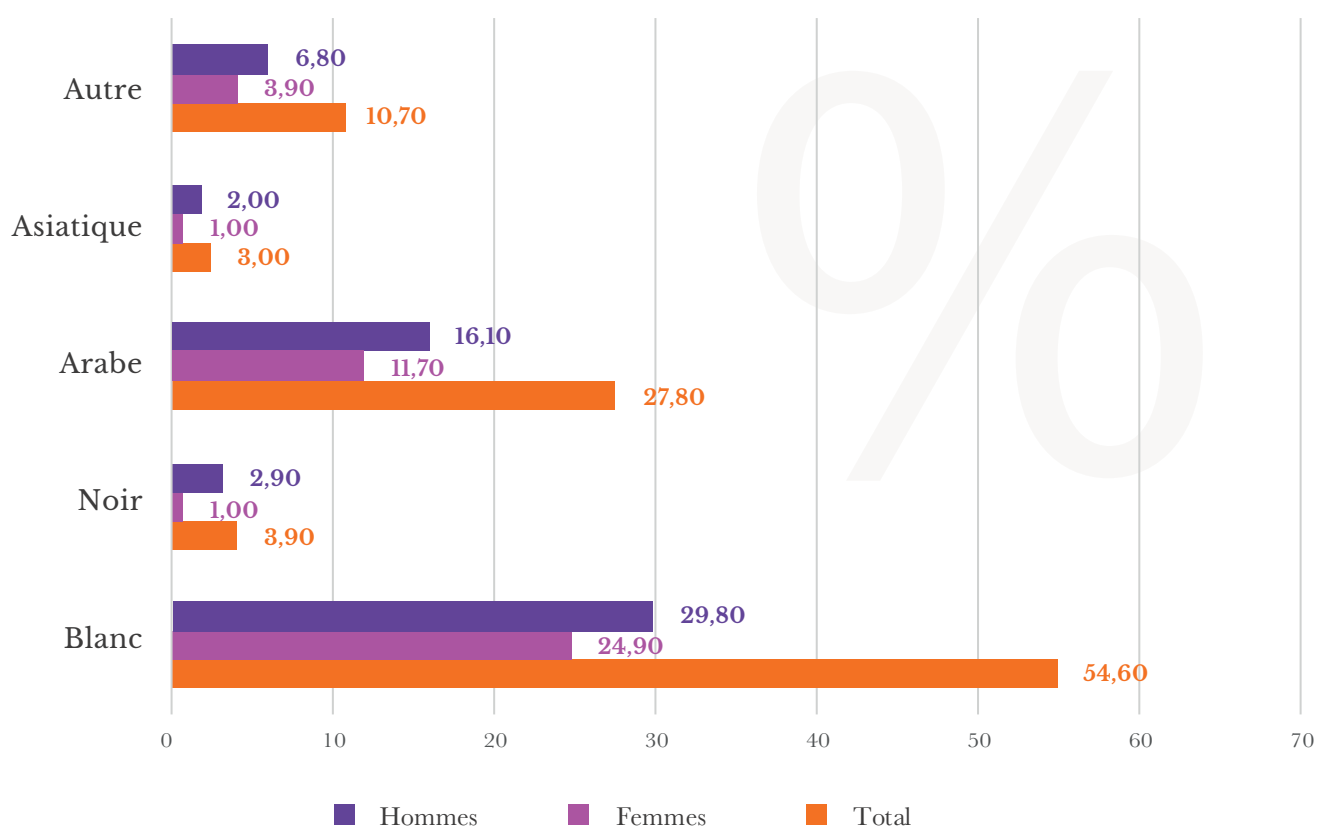


Appartenance ethno raciale reflétée par l'apparence physique et le nom de nos participants

Origine ethnique auto-perçue



Origine ethnique perçue par autrui



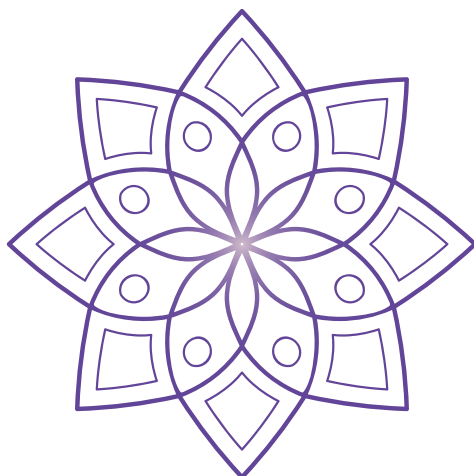
Les discriminations fondées sur l'origine réelle ou supposée reposent fréquemment sur des caractéristiques visibles, telles que l'apparence physique, les signes culturels ou religieux, ou encore la consonance d'un nom. Plutôt que de demander aux participant·e·s de s'auto-identifier à une origine précise, nous avons choisi d'interroger la manière dont ils estiment être perçus par les autres, afin de mieux saisir les mécanismes sociaux à l'œuvre dans la construction de l'altérisation.

Les données relatives à l'appartenance «ethno-raciale» ont ainsi été recueillies en observant différents indicateurs: la présence de signes religieux ou culturels associés à l'islam, l'origine ethnique que les individus pensent que leur entourage leur attribue, ainsi que la consonance étrangère de leur prénom ou nom de famille.

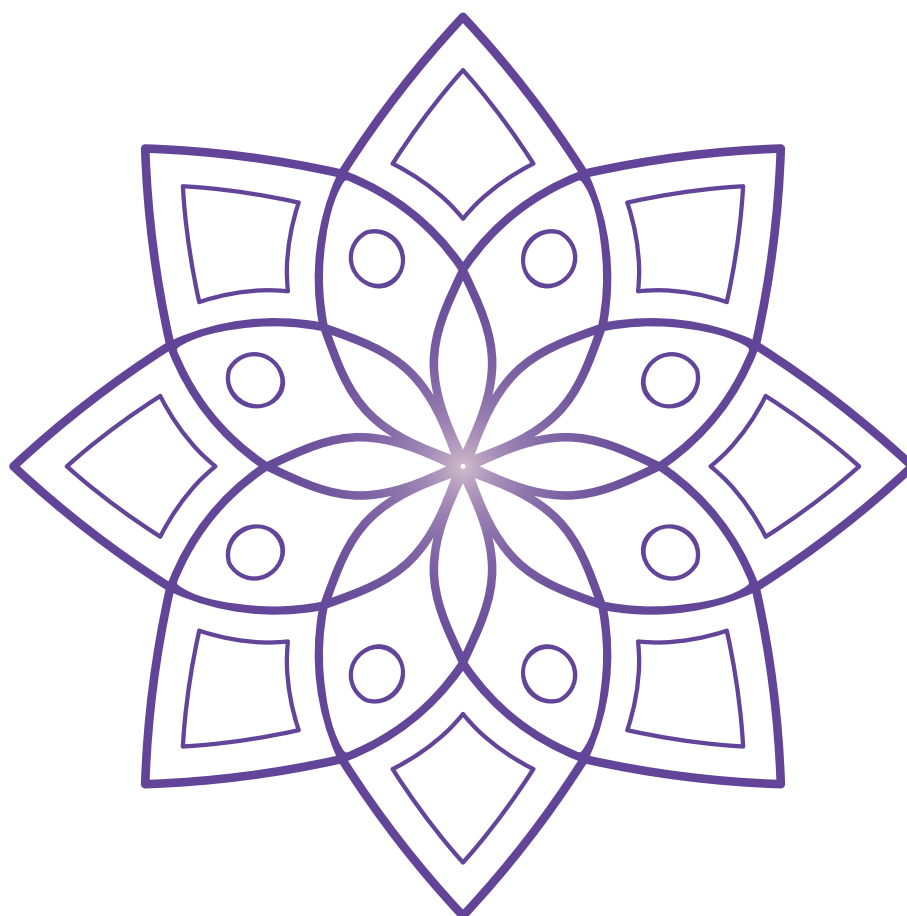
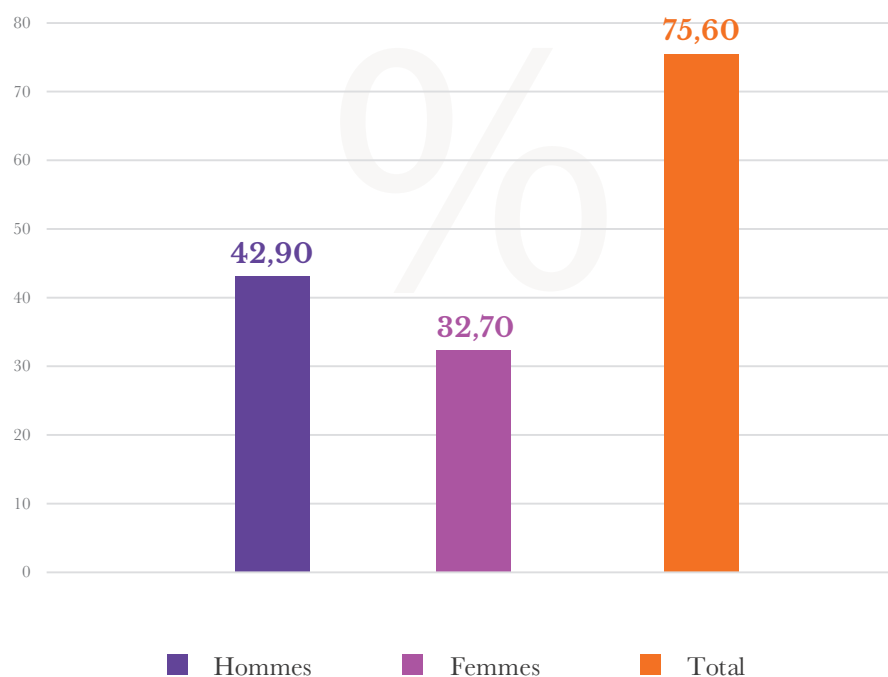
L'étude de l'islamophobie en lien avec les caractéristiques ethno-raciales permet d'éclairer les dimensions multiples de ce phénomène. Un des éléments centraux est la racialisation de l'identité musulmane: les personnes perçues comme musulmanes sont souvent associées à certaines origines (Maghreb, Moyen-Orient, Afrique subsaharienne, Asie du Sud, etc.) et à une «altérité» raciale, dans des contextes où la norme implicite demeure blanche et non-musulmane.

Cette logique produit également des formes de discriminations croisées, où s'entrelacent islamophobie et racisme. Les personnes à l'intersection de ces deux catégories subissent alors une stigmatisation renforcée, nourrie à la fois par des préjugés religieux et par des constructions raciales. Cela touche particulièrement les femmes portant un voile, les hommes racisés associés à des stéréotypes de dangerosité, ou encore les jeunes perçus comme «issus de l'immigration».

Enfin, il convient de souligner l'importance de la solidarité intercommunautaire. Comprendre les croisements entre islamophobie et racisme permet de mettre en lumière des expériences communes de discrimination vécues par différentes minorités, et de renforcer les alliances entre groupes confrontés à des formes d'exclusion similaires. Cette approche favorise une lecture plus inclusive des luttes contre les discriminations systémiques.

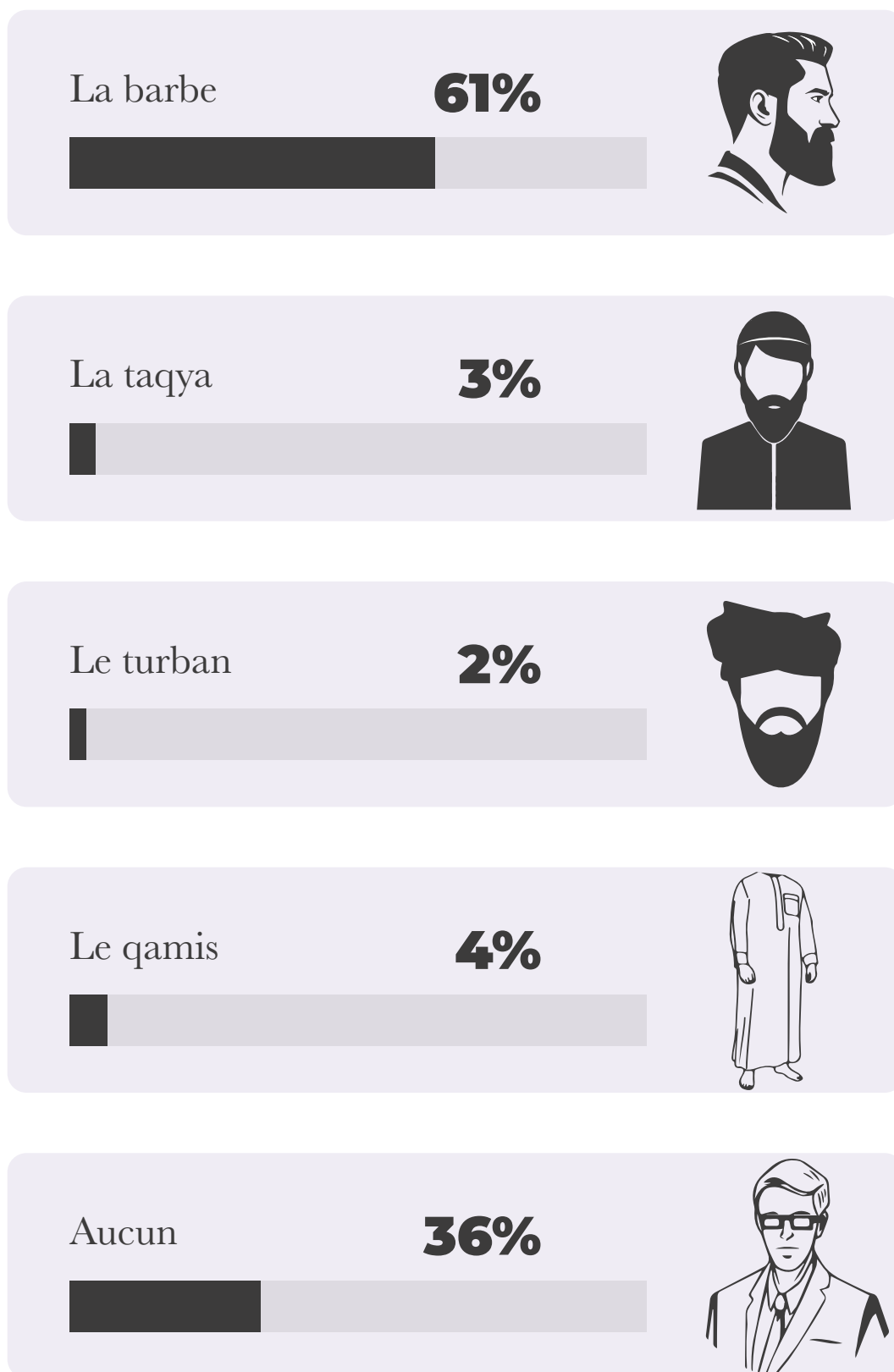


Participants avec un nom à consonance étrangère (non européen)



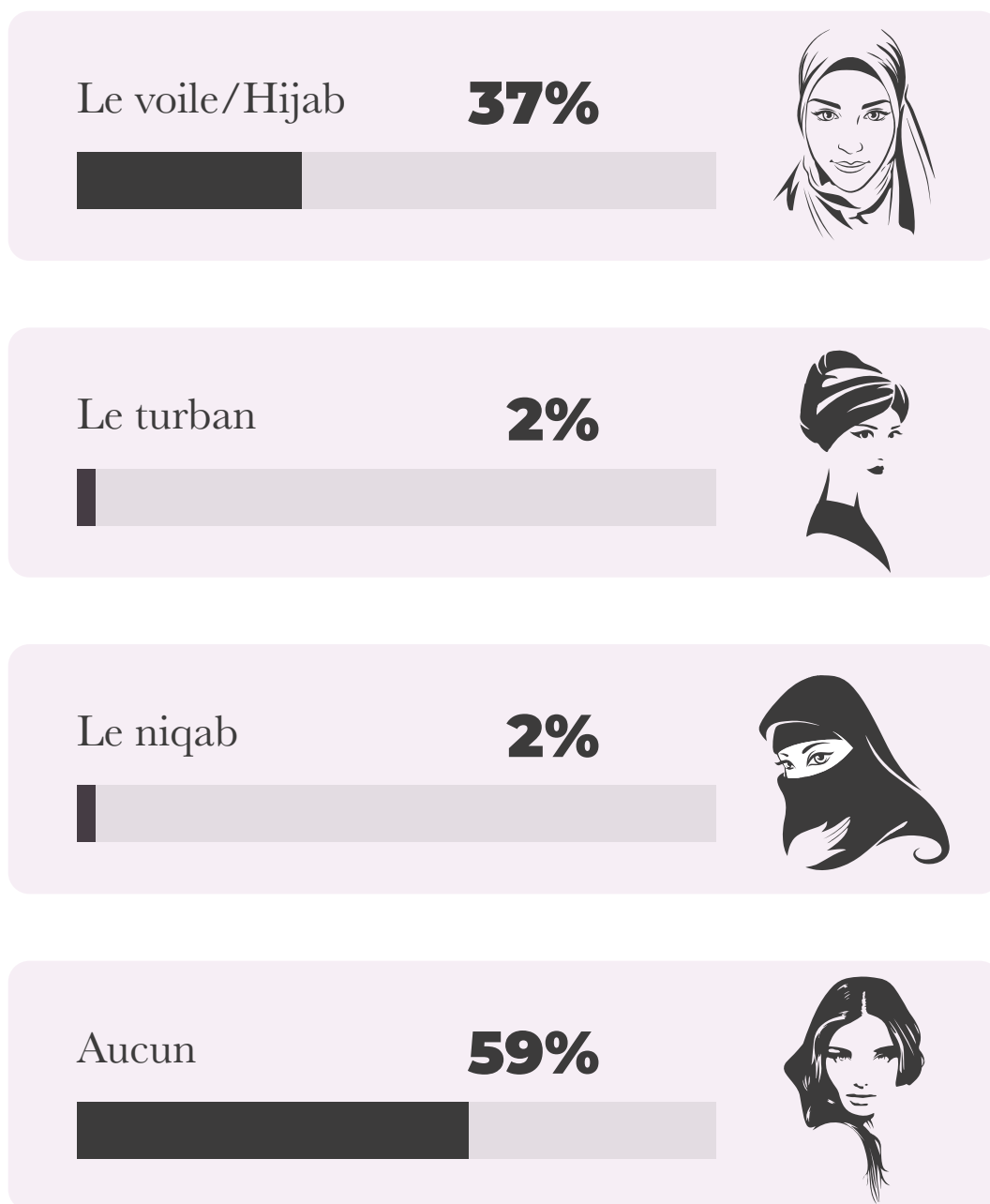


Port de signes religieux et culturels associés à l'Islam pour les hommes



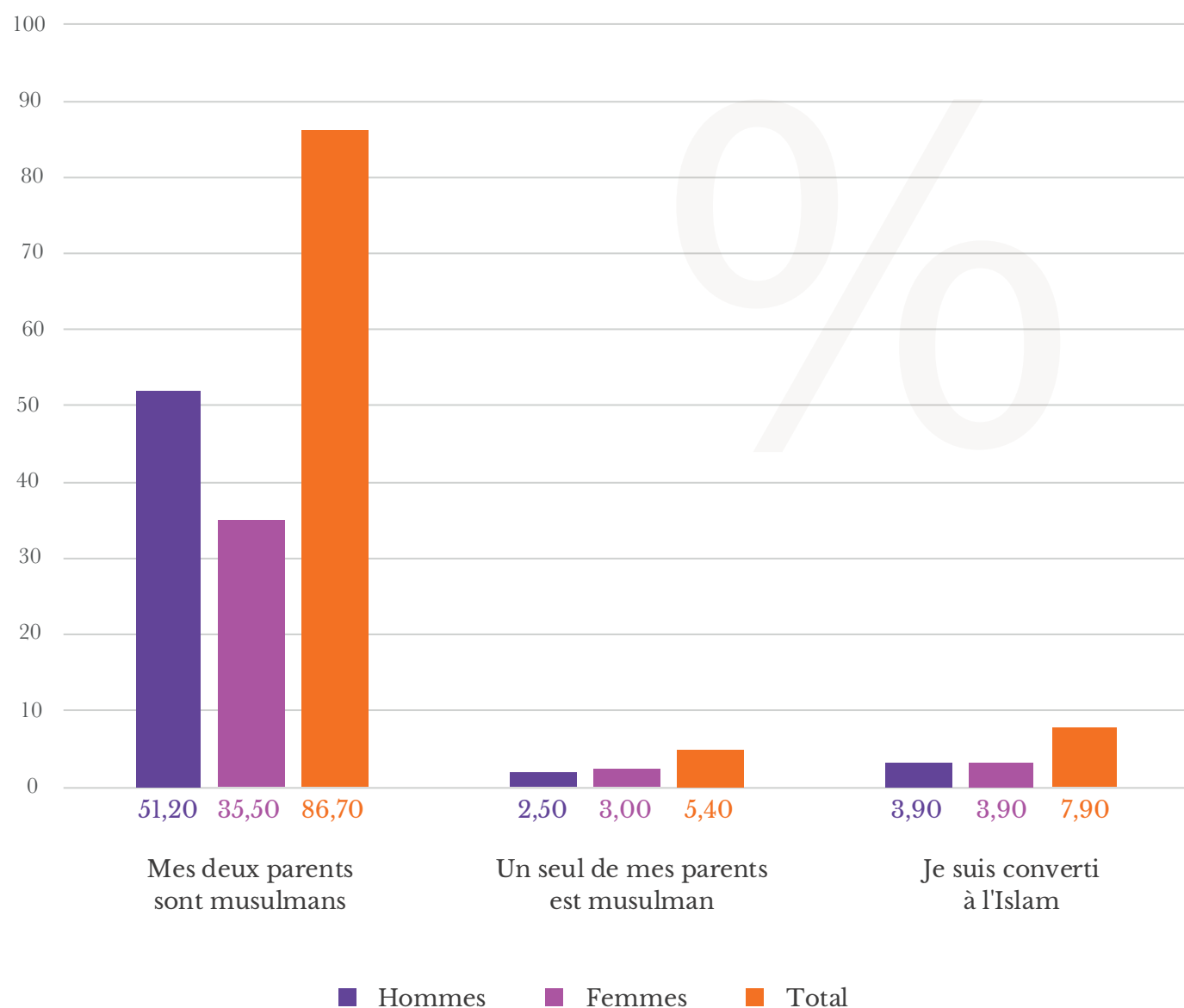
61 % de nos participants portent la barbe, 3% d'entre eux portent la taqya, 2 % le turban, 4% le qamis et 36% d'entre eux ne portent aucun signe culturel ou religieux associé à l'islam.

Port de signes religieux et culturels associés à l'Islam pour les femmes



37 % de nos participantes portent le voile, 2% d'entre elles portent le turban ou le niqab et 59% d'entre elles ne portent aucun signe culturel ou religieux associé à l'islam.

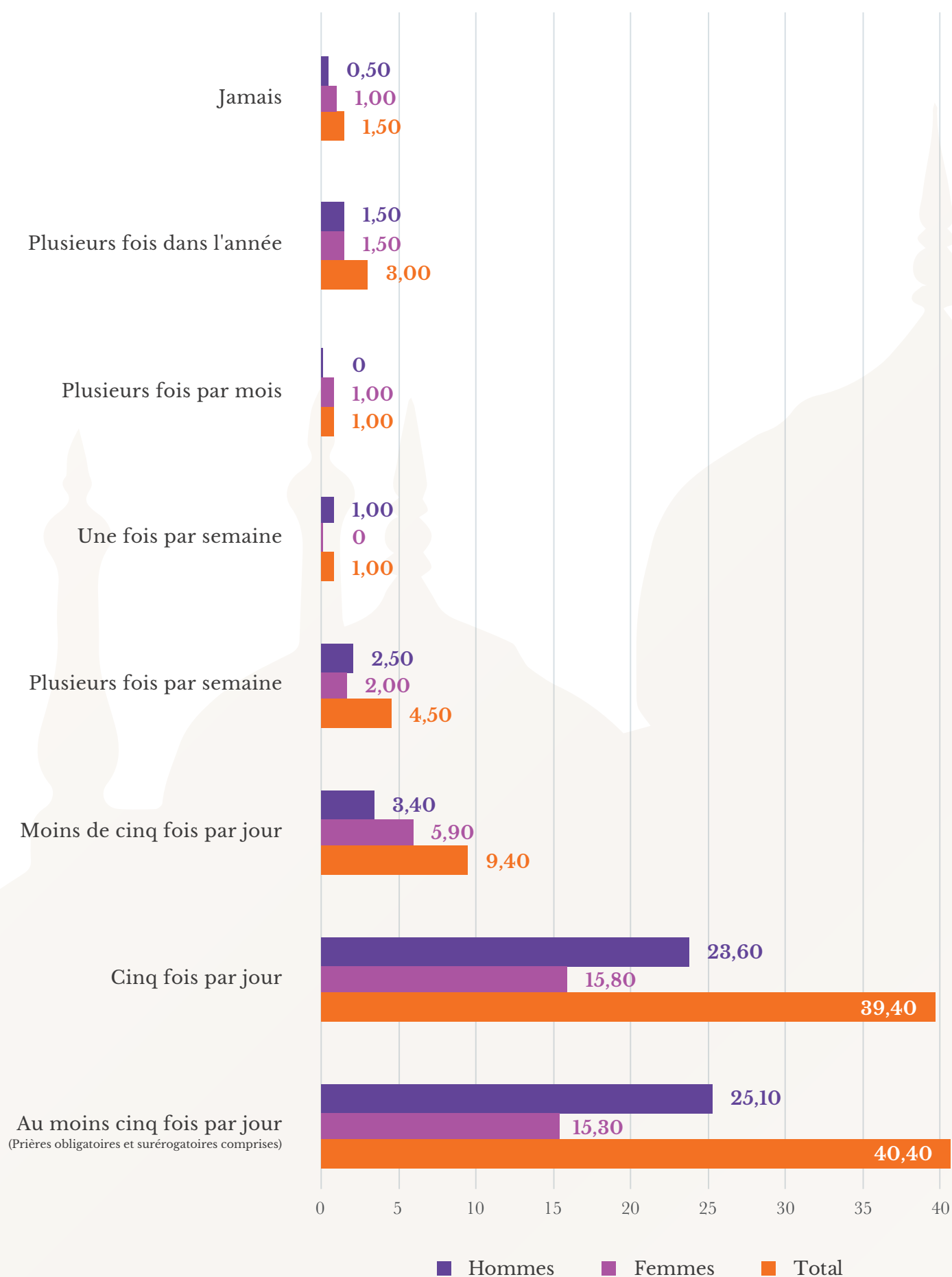
Lien avec l'Islam



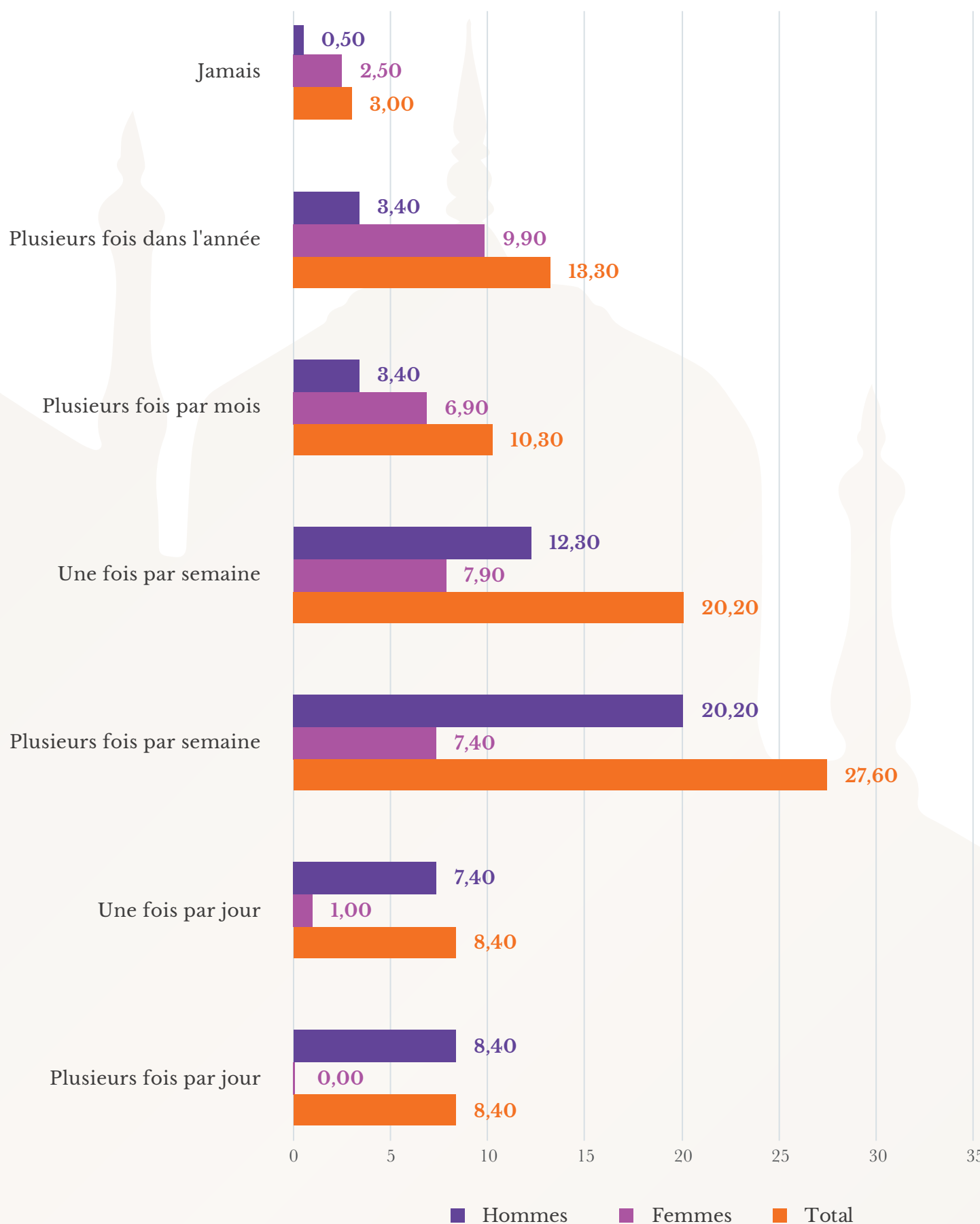
Nos participant(e)s sont essentiellement né(e)s dans des familles musulmanes (86,7%) et ont leurs deux parents de confessions musulmane. Près de 79,8% d'entre eux accomplissent leurs cinq prières quotidiennes et près de 64,6% de nos répondant(e)s se rendent au moins une fois par semaine à la mosquée.



Pratique de la prière

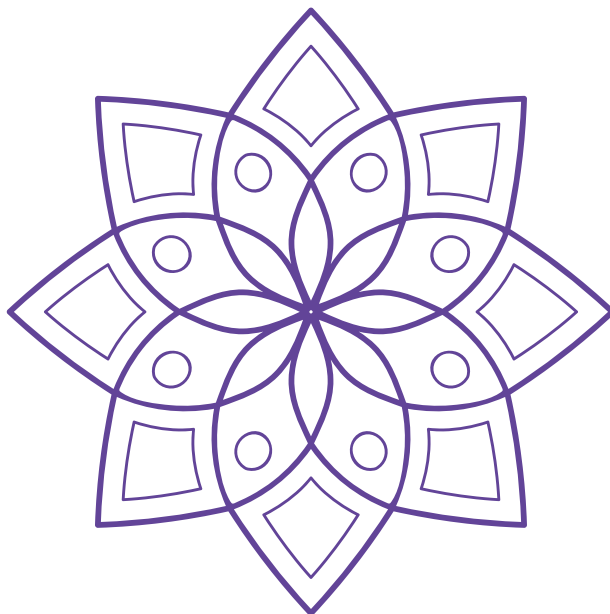


Fréquentation de la mosquée



3. Résultat

**Opinion de nos participants
au sujet de la communauté musulmane
et de l'Islamophobie
au Grand-Duché du Luxembourg**

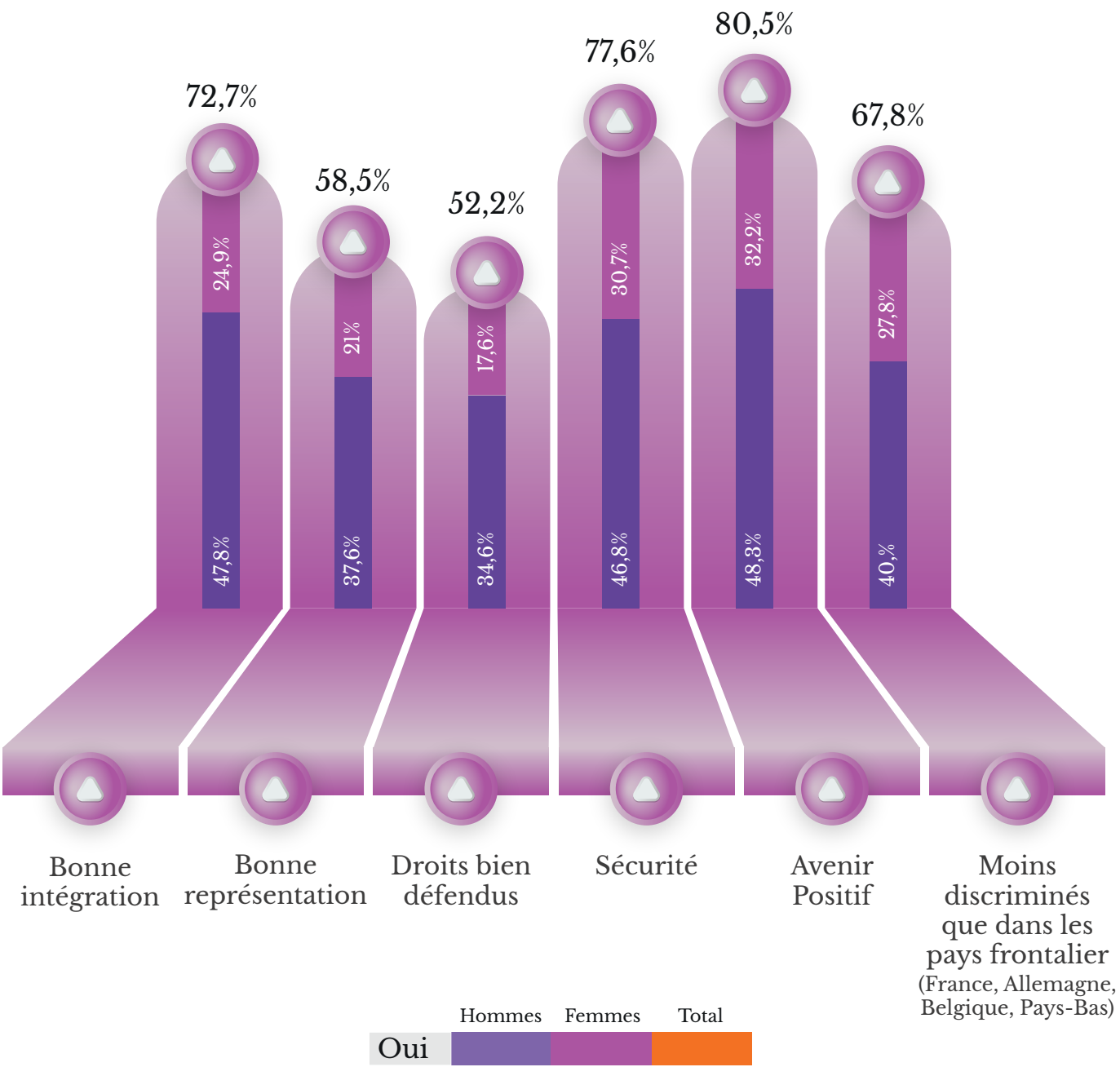


Avis des participants sur la présence ou non d'Islamophobie au Grand-Duché du Luxembourg



Après avoir défini l'islamophobie comme «*l'ensemble des discriminations ou violences, qu'elles soient verbales ou physiques, envers des individus ou des institutions en raison de leur appartenance, réelle ou supposée, à l'islam*», nous avons interrogé nos participant(e)s sur la présence de ce phénomène au Luxembourg. Environ 73,2% des répondants estiment que l'islamophobie est présente dans le pays, identifiant principalement le milieu professionnel, le système éducatif et de formation, les médias, la politique, et les réseaux sociaux comme les domaines les plus affectés. Notre étude a vocation à explorer si cette perception correspond à la réalité des secteurs les plus impactés par l'islamophobie ou non.

Avis des participants sur diverses situations touchant la communauté musulmane au Grand-Duché du Luxembourg

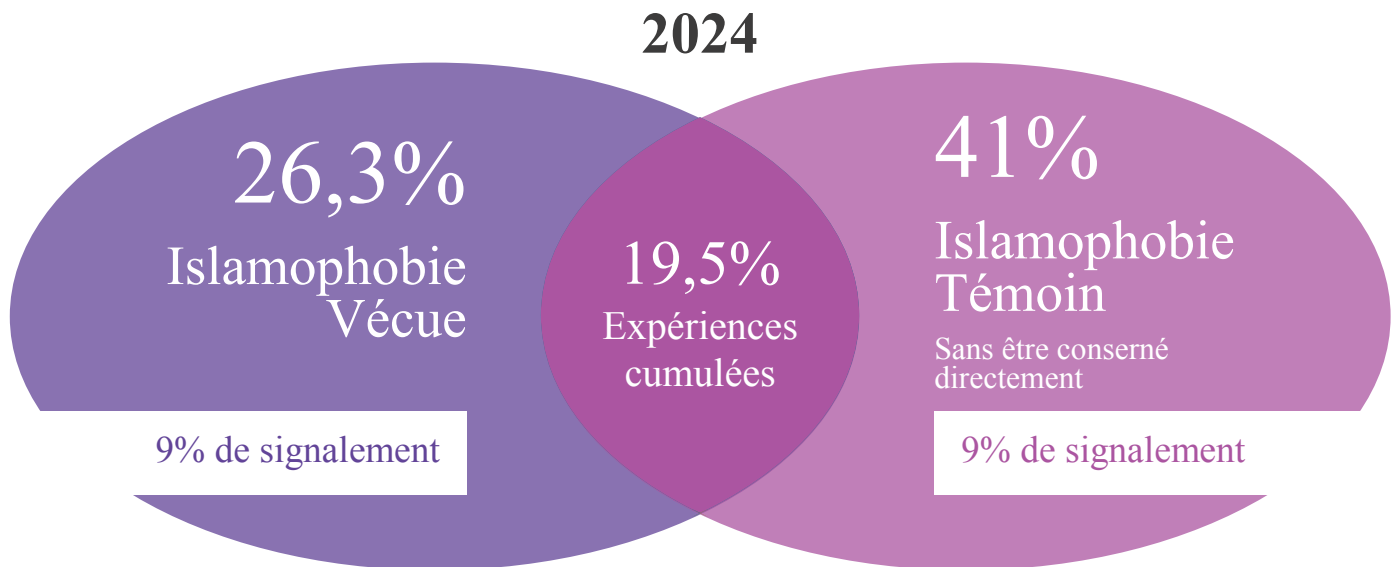


Nos participant(e)s estiment majoritairement que les individus de confession musulmane, au Grand-Duché du Luxembourg, sont bien intégrés, bien représentés, que leurs droits sont bien défendus, qu'ils sont en sécurité, que leur avenir est positif et qu'ils sont moins discriminés que dans les pays frontaliers.

Si oui, pourquoi ?

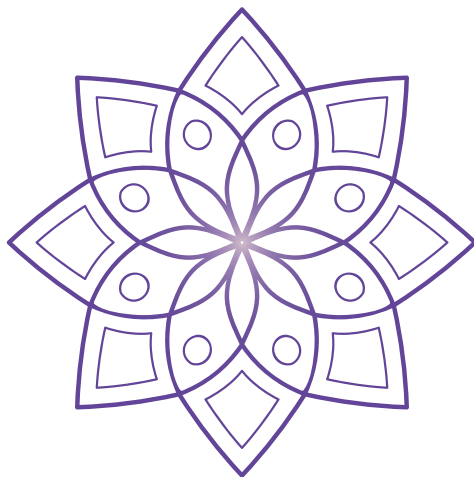
Une politique intérieure juste	36%
Les médias ne font pas de propagande anti-musulmans	55%
Les citoyens luxembourgeois sont plus ouverts d'esprit	40%
L'économie est bien portante	31%
L'Islam est bien encadrée au Luxembourg	43%

Islamophobie observée et vécue au Grand-Duché du Luxembourg pour l'année 2024



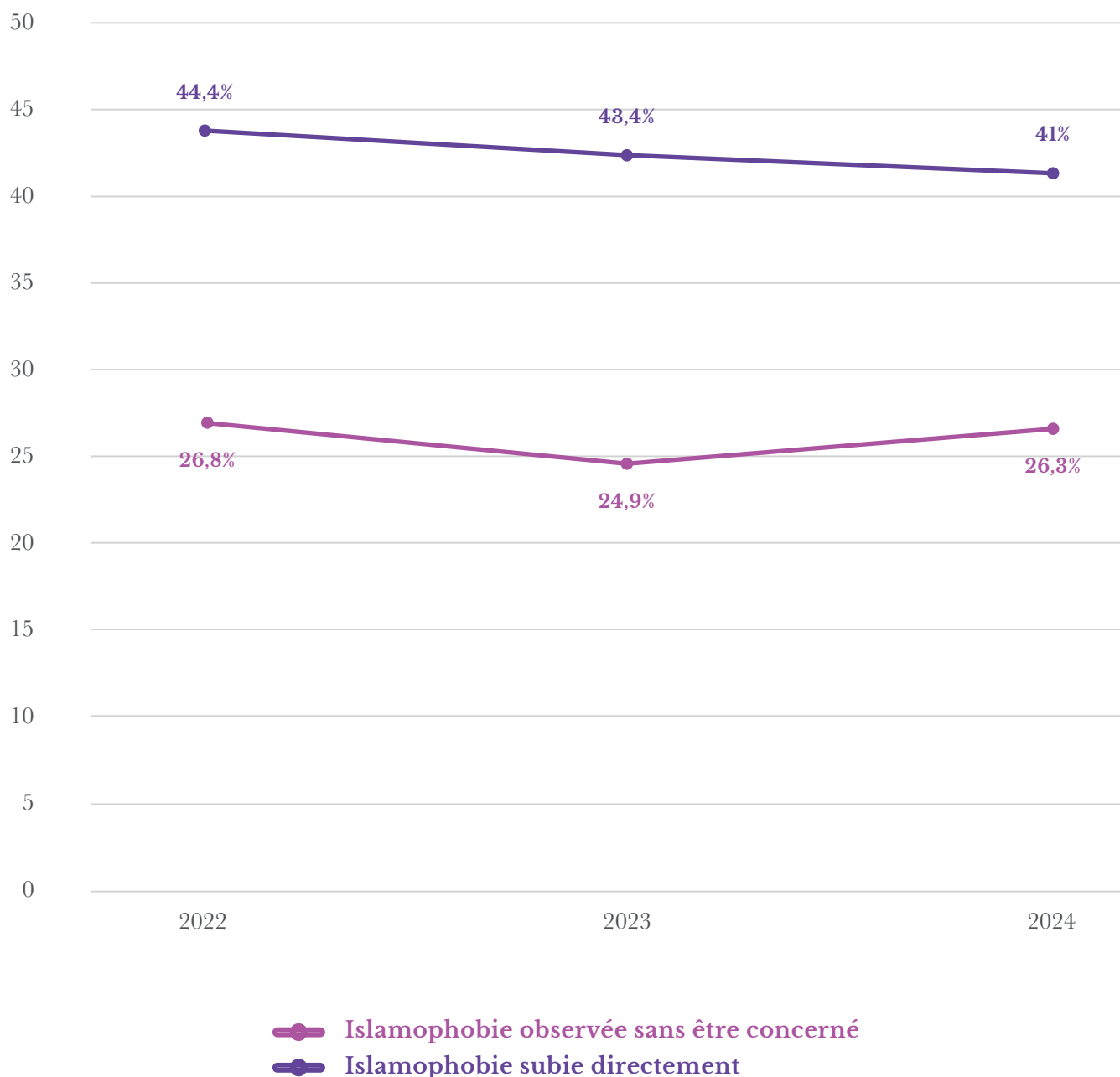
Durant l'année 2024 19,5% de nos participant(e)s déclarent avoir été victimes d'actes islamophobes et en ont observés sans que cela ne les concerne directement.

Enfin, 9% d'actes islamophobes vécus ou observés sont déclarés de manière formelle (à l'OIL, la Shoura, la justice, la direction des établissements, les services sociaux etc.) ou informelle (la famille, les amis, les collègues etc.).



L'Islamophobie mise en perspective: comparatif des années 2022, 2023 et 2024

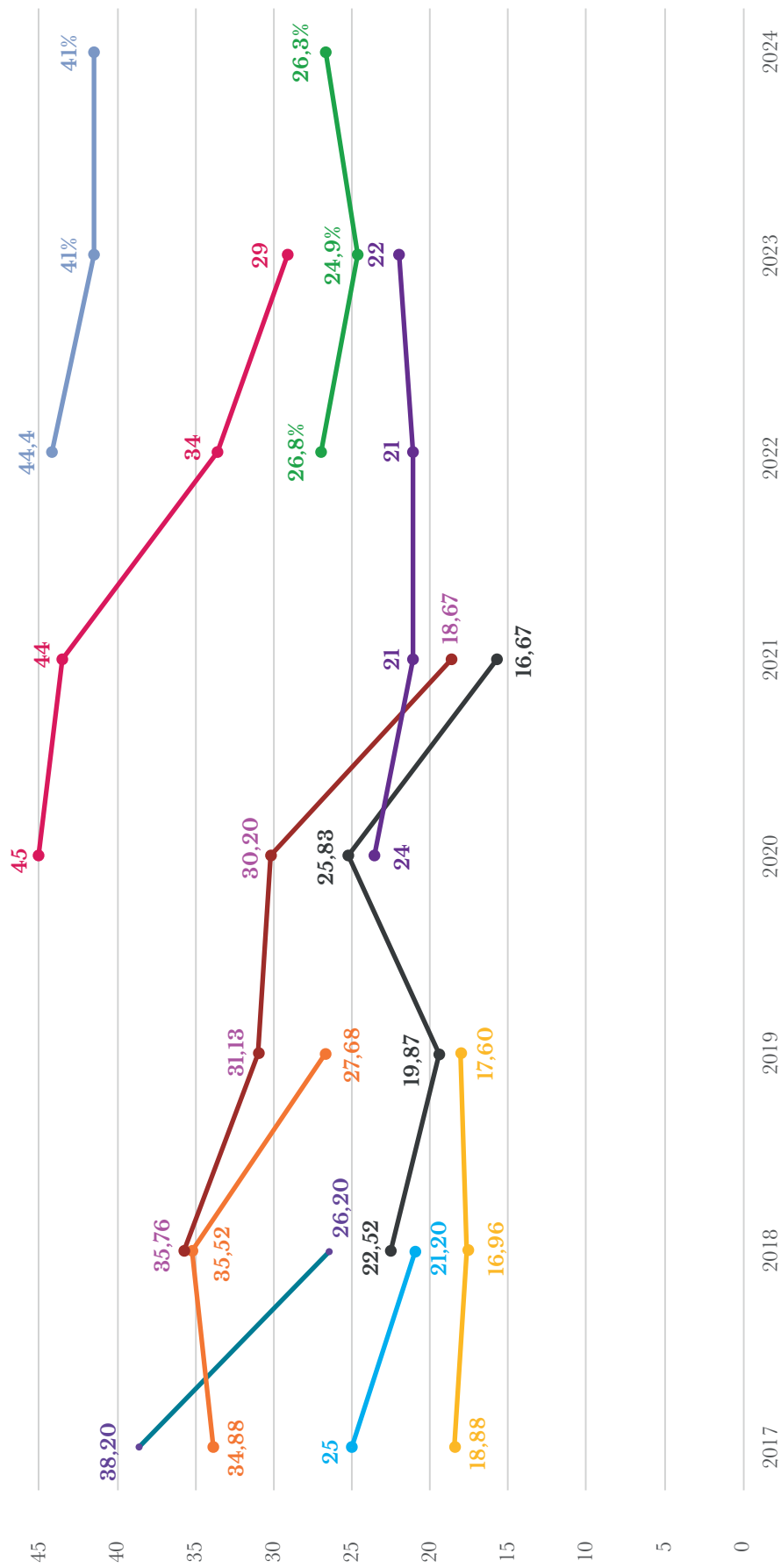
Afin d'éprouver la stabilité des chiffres obtenus dans les rapports pour les années précédentes et d'établir la tendance prise par l'Islamophobie, nous avons réinterrogé encore cette année nos participants au sujet des actes islamophobes qu'ils auraient pu constater ou subir durant les années 2022 et 2023.



Nous pouvons constater chez nos participant(e)s qu'environ 44% d'entre eux ont observé des actes islamophobes qui ne les concernent pas directement durant les années 2022 et 2023. Ce chiffre baisse à 41% en 2024.

Nous observons une stabilité aux alentours de 25% des actes islamophobes subis par nos participant(e)s entre 2022 et 2024.

Double mesure de l'Islamophobie: Comparatif entre les rapports pour les années 2018, 2019, 2020/2021, 2022/2023 et 2024



Rapport	2018	2019	2020/2021	2022/2023	2024
Islamophobie observée sans être concerné					
Islamophobie subie directement					

Islamophobie Perçue et Vécue au Grand-Duché du Luxembourg mise en parallèle avec d'autres critères de discrimination

Islamophobie Observée		Islamophobie Vécue
Sexe		
38%	Hommes	20%
45%	Femmes	34%
Jeunes		
44%	16 - 20 ans	44%
Seniors		
36%	51 - 60 ans	21%
0%	61 - 70 ans	0%
-	Plus de 70 ans	-
Relation avec le Luxembourg		
49%	Nationalité Luxembourgeoise	31%
29%	Résidence Luxembourgeoise	23%
38%	Travailleurs frontaliers	8%
14%	Autre	0%
Situation maritale		
44%	Célibataire	35%
38%	Marié	21%
100%	Pacsé	0%
33%	Divorcé	0%
Situation parentale		
38%	Au moins un enfant de moins de 6 ans	22%
37%	Au moins un enfant de plus de 6 ans	22%

Vulnérabilité particulière résultante de la situation économique

50%	Retraité	50%
20%	Demandeur d'emploi	0%
25%	Homme ou Femme au foyer	12%
40%	Etudiant	27%
49%	Lycéen	41%
-	Demandeur de protection internationale	-

Nom à consonance étrangère

41%	Nom à consonance étrangère	25%
-----	----------------------------	-----

Apparence ethno raciale perçue par autrui

45%	Blanc	22%
11%	Noir	22%
36%	Arabe	31%
50%	Asiatique	17%
38%	Autre	46%

Situation de handicap

44%	Situation de handicap	17%
-----	-----------------------	-----

Port de signes religieux et culturels masculins associés à l'Islam

38%	La barbe	19%
33%	La taqya	11%
50%	Le turban	50%
14%	Le qamis	0%
45%	Aucun	25%

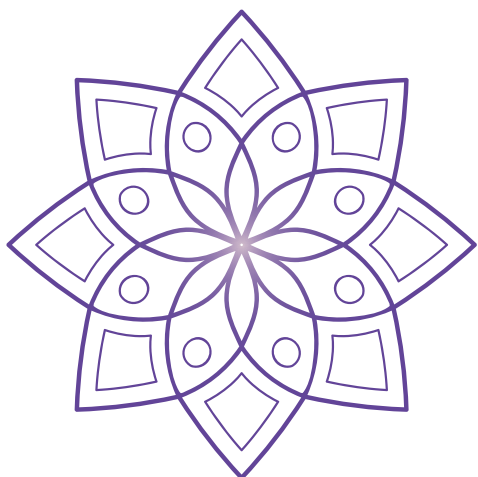
Port de signes religieux et culturels féminins associés à l'Islam

36%	Le voile	47%
-	Le turban	-
100%	Le niqab	75%
47%	Aucun	22%

*Les pourcentages se basent sur la population de chaque catégorie susmentionnée
et non sur le nombre total des participants de notre enquête.*

Durant l'année 2024, comme nous pouvions nous en douter, certains individus susceptibles d'être discriminés pour d'autres critères que leur appartenance à l'Islam sont davantage victimes d'islamophobie que la moyenne de nos participant(e)s, par exemple: les femmes (34%), celles portant le voile (47%) ou le niqab (75%), les hommes portant un turban (50%), les retraités (50%), les étudiants (27%), les lycéens (41%) et les individus pouvant être identifiés comme «Arabe» (31%) ou «Autre» (46%).

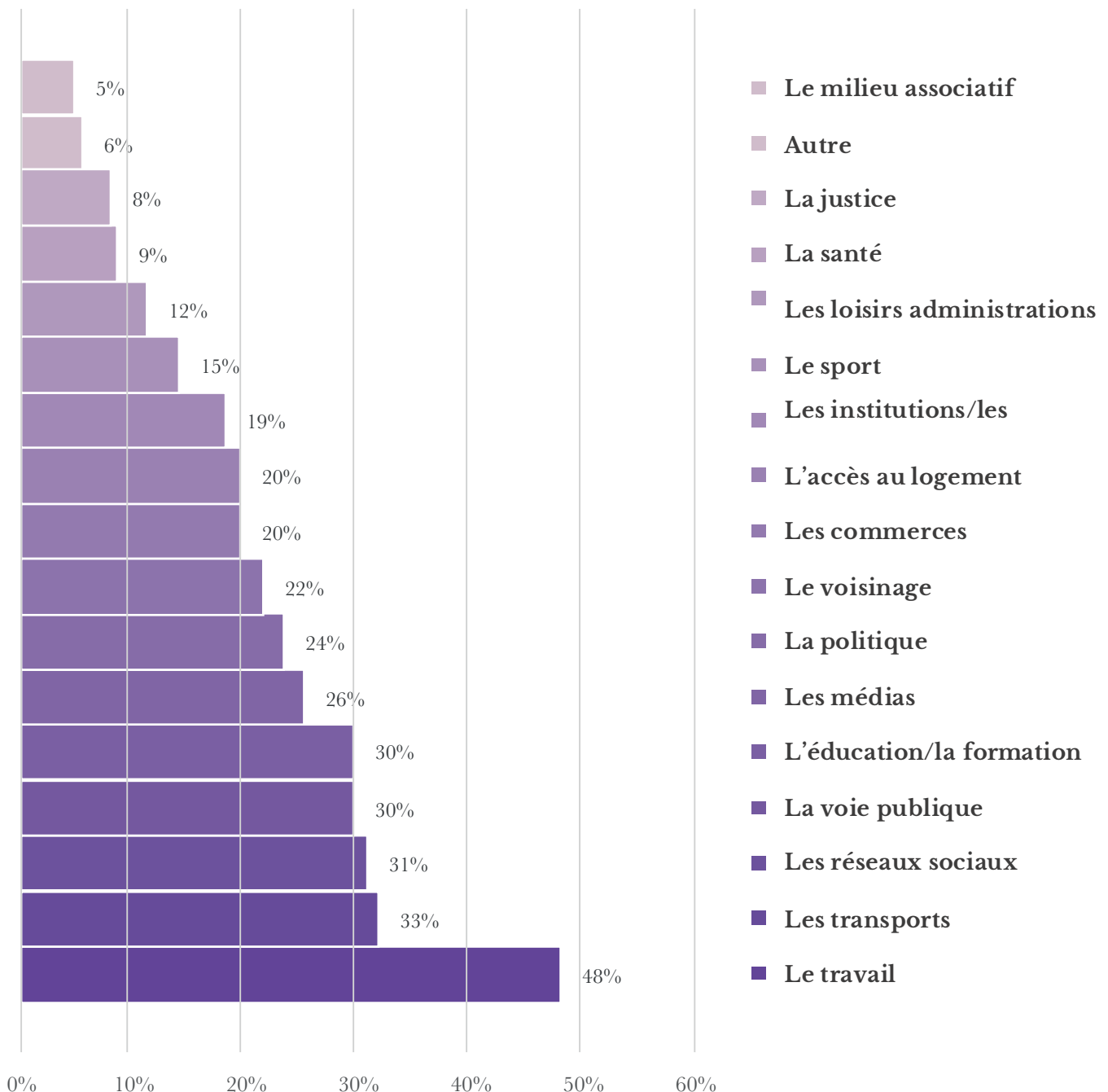
Et encore plus d'individus possédant des critères discriminant ont observé de l'islamophobie sans que cela ne les concerne: les femmes (45%), celles portant le niqab (100%), les hommes portant le turban (50%), les jeunes (44%), les lycéens (49%), les retraités (50%), les célibataires (44%), les individus pouvant être identifiés comme «Asiatique» (50%) et les personnes en situation de handicap (44%).



Islamophobie Perçue en 2024: Domaines et types d'actes concernés

A. Domaines

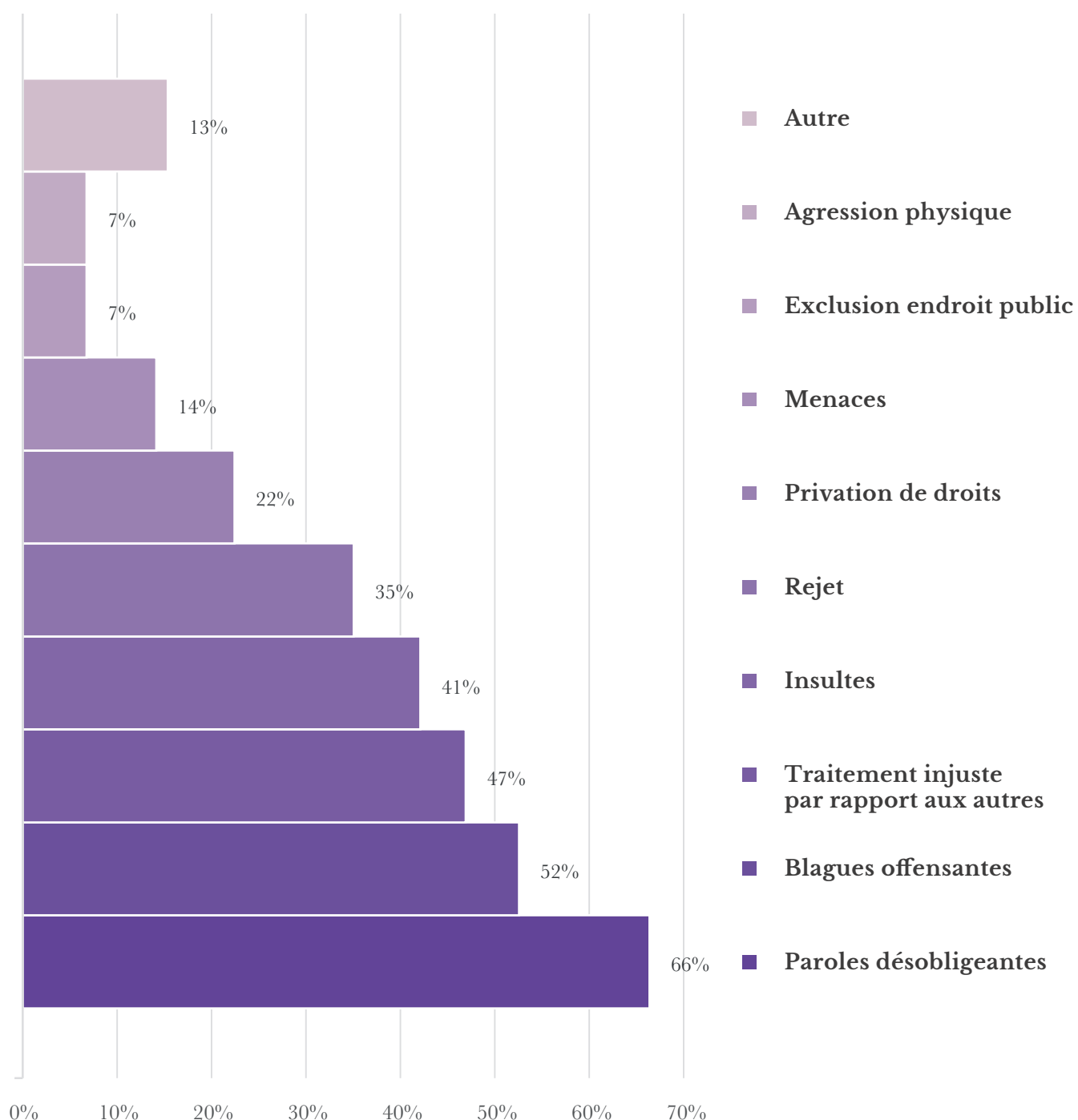
Dans le classement des cinq domaines où l'Islamophobie a été la plus constatée en 2024, le travail est en tête recouvrant 53% des individus ayant été témoin de ce phénomène. Puis viennent les réseaux sociaux (31%), l'éducation/la formation (30%), la voie publique (30%) et les médias (26%).



B. Types d'actes observés

Concernant la nature des actes observés, les paroles désobligeantes (discours haineux, stigmatisation, etc.) ont été perçues par plus de 66% des participant(e)s témoins d'Islamophobie. Puis viennent les blagues offensantes (52%), les traitements injustes par rapport aux autres (47%), les insultes (41%) et le rejet (35%).

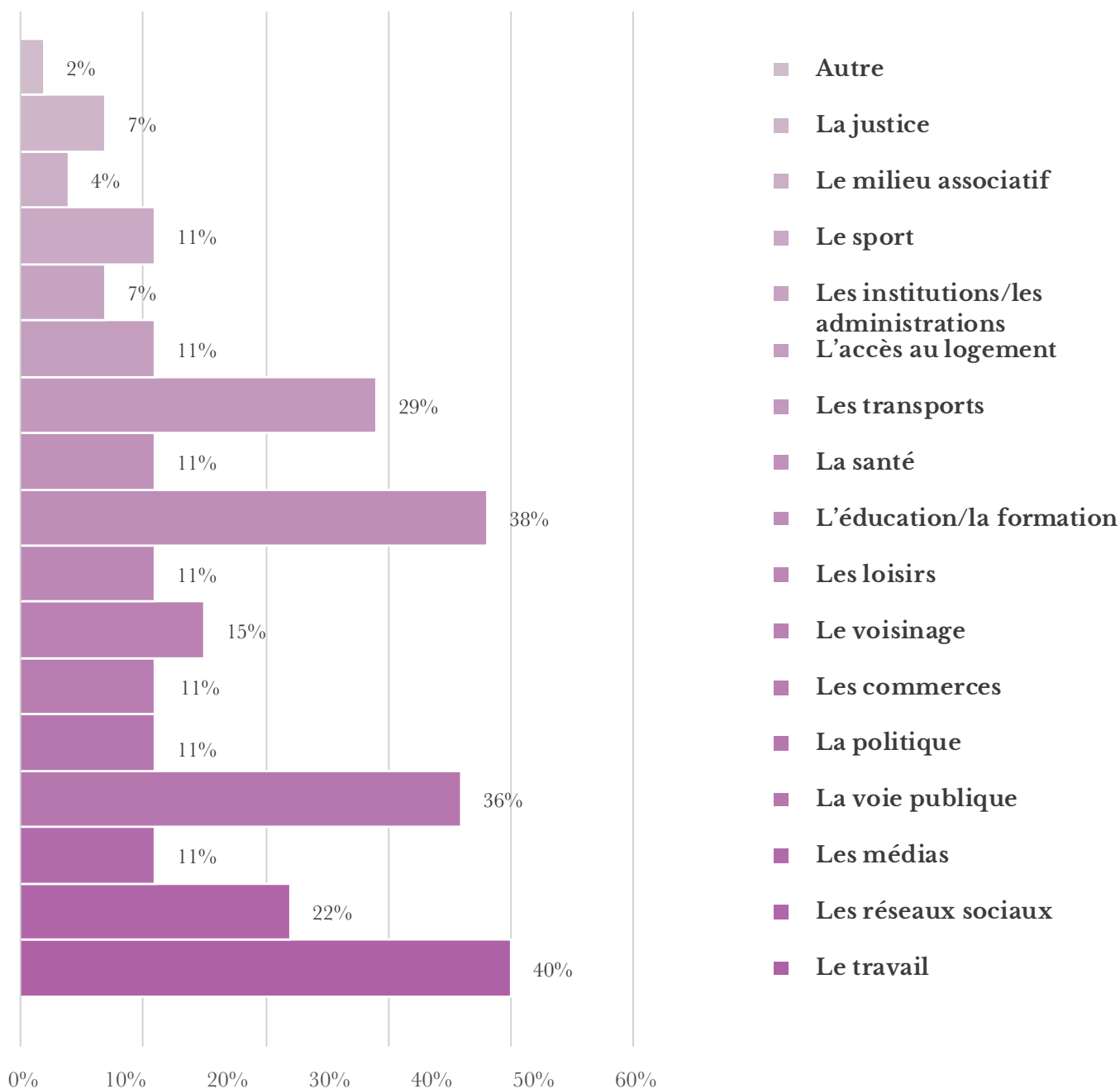
Malheureusement, nous constatons que 14% d'individus ayant perçu de l'islamophobie ont observé des menaces et 7% ont témoigné d'agressions physiques.



Islamophobie Vécue en 2024: Domaines et types d'actes concernés

A. Domaines

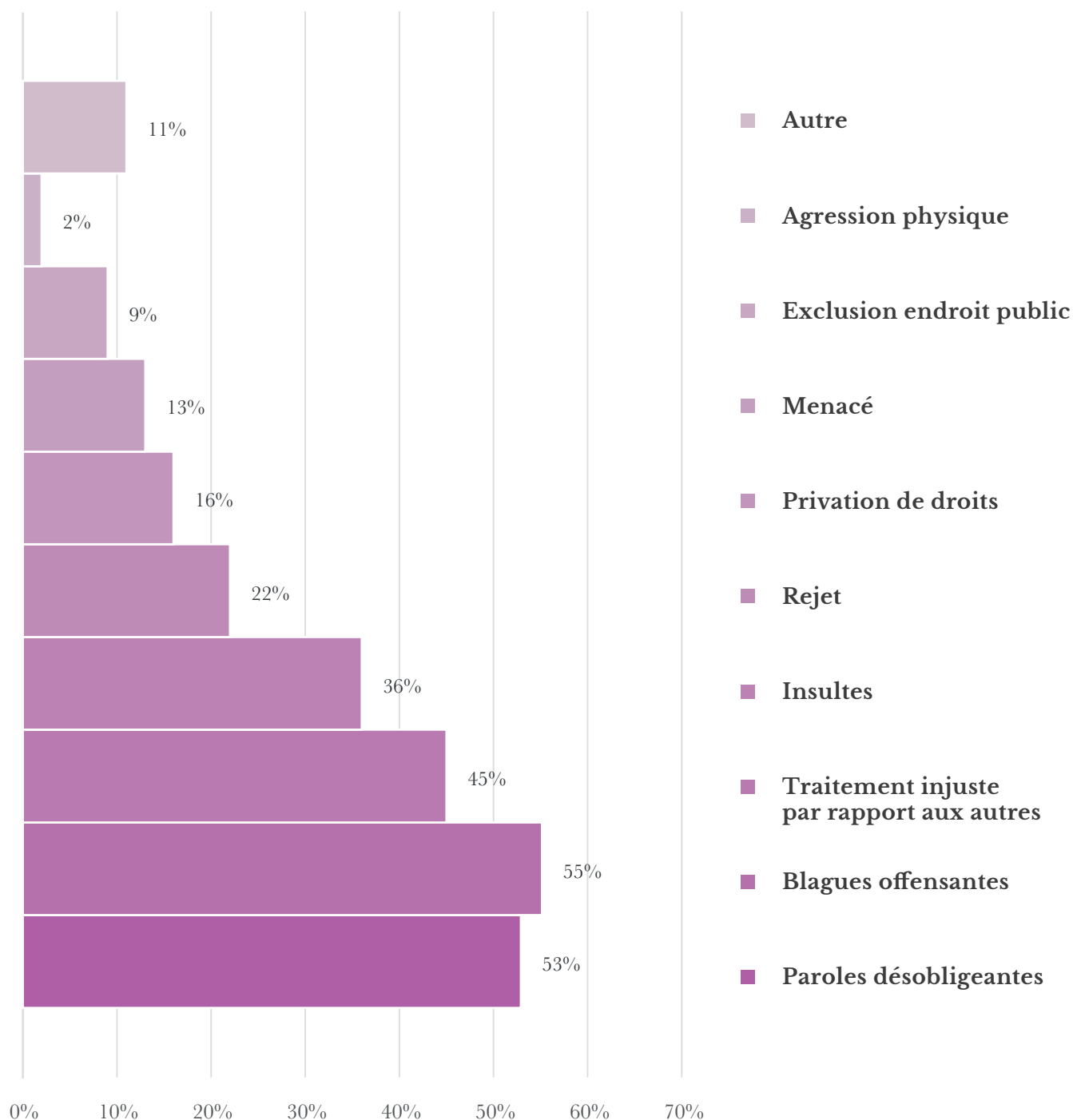
En 2024, l'Islamophobie a été vécue par nos participant(e)s principalement dans le monde du travail (40%), l'éducation/la formation (38%), la voie publique (36%), les transports (29%) et sur les réseaux sociaux (22%).



B. Types d'actes subis

Concernant la nature des actes vécus, nos participant(e)s ont été en premier lieu victimes de blagues offensantes (55%), de paroles désobligeantes (53%), de traitements injustes par rapport aux autres (45%), d'insultes (36%) ou de rejet (22%).

13% des victimes ont été menacées et 2% ont été agressées physiquement.





L'Islamophobie

dans les faits

Exemples de cas d'actes Islamophobes

1. La voie publique

Un autocollant à caractère haineux visant les musulmans a été découvert sur un poteau de la Grand-Rue à Wiltz. Le message, en français, déclarait que la zone était «interdite aux musulmans», avec des symboles discriminatoires et des propos insultants appelant à une société sans musulmans.

Choquée, la commune de Wiltz a rapidement retiré l'autocollant et déposé plainte contre inconnu. Elle a rappelé son attachement au vivre-ensemble, soulignant que plus de 90 nationalités cohabitent à Wiltz, où résident aussi trois mosquées.

L'autocollant proviendrait d'un site français désormais fermé, lié à un homme récemment condamné pour incitation à la haine et vente de matériel néonazi.

Des autocollants similaires auraient également été repérés à Luxembourg-Ville, ce qui pourrait indiquer une action plus large. L'affaire a suscité l'indignation des habitants et des élus, qui appellent à ne pas tolérer de tels actes dans l'espace public.

Nous joignons la lettre de remerciement rédigée par la Shoura à destination de la Bourgmestre de la ville de Wiltz.



Commune de Wiltz
À l'attention de la Bourgmestre Carole
Weigel
2, Grand-Rue
L-9530 Wiltz

Luxembourg, le 21 mai 2025

Concerne : Lettre de remerciement pour votre réaction face à un acte islamophobe

Madame la Bourgmestre,
Mesdames, Messieurs,

Au nom de la Shoura – Assemblée de la Communauté musulmane du Grand-Duché de Luxembourg, nous tenons à vous adresser nos sincères remerciements pour la réaction rapide, claire et digne de votre commune suite à la découverte d'un autocollant à caractère islamophobe apposé dans le centre de Wiltz.

Nous saluons votre prise de position publique et votre décision de déposer plainte, affirmant ainsi, sans équivoque, que de tels actes de haine n'ont aucune place dans notre société. Ce geste de fermeté, bien que fondamentalement juste et normal, n'est pas toujours évident, surtout lorsqu'il s'agit de défendre une minorité religieuse. Votre engagement témoigne d'un véritable respect des valeurs de vivre-ensemble, de diversité et de dignité humaine.

Dans un contexte où les discours de rejet gagnent du terrain dans plusieurs pays, il est essentiel que les institutions locales, comme la vôtre, fassent preuve de responsabilité et de solidarité. Vos paroles et vos actions envoient un message fort d'inclusion et de respect mutuel à tous les citoyens de Wiltz et du Luxembourg.

Recevez, Madame la Bourgmestre, Mesdames, Messieurs, l'expression de notre profonde gratitude et de nos salutations respectueuses.
Avec nos salutations respectueuses,



Jasmin JAHIC
Président



Hafiz Hilmija REDŽIĆ
Chef de culte musulman

2. Les Médias



Un article du journal L'essentiel «Comment le Luxembourg lutte contre la radicalisation» qui présente les mesures mises en place au Luxembourg pour lutter contre la radicalisation, notamment par la prévention du racisme, du sexisme et de l'islamophobie a fait réagir la communauté musulmane. Il détaille les efforts législatifs, éducatifs et sociaux visant à désamorcer les dynamiques d'exclusion qui peuvent nourrir des formes de radicalisation.

Toutefois, l'usage d'une photo représentant une femme voilée pour illustrer ce sujet pose problème: il crée un amalgame entre la simple pratique religieuse des musulmans ordinaires et les formes extrémistes que l'État cherche à combattre. Ce raccourci visuel alimente les préjugés et contribue à stigmatiser une population déjà souvent ciblée, alors même que l'article lui-même dénonce les effets néfastes de cette stigmatisation.

En confondant religiosité visible et radicalisation, l'illustration va à l'encontre du message de prévention et d'inclusion porté par le contenu rédactionnel.

3. Le Sport

Un événement sportif s'est retrouvé pris dans des tensions géopolitiques, révélant la sensibilité du conflit même en dehors du Proche-Orient.

Lors d'un match de volley-ball entre le club luxembourgeois de Bertrange et le Maccabi Tel-Aviv (Israël) en Challenge Cup, de fortes tensions politiques liées au conflit israélo-palestinien ont éclaté.

Dans le contexte du génocide à l'encontre de la population palestinienne la sécurité avait été renforcée (forte présence policière, fouilles strictes mises en place et interdiction drapeaux israéliens et palestiniens dans la salle).

Malgré cela, le club de Bertrange aurait demandé à un transporteur d'éviter d'envoyer un chauffeur musulman pour transporter l'équipe israélienne, ce qui a suscité une vive polémique.

Lors de cette rencontre des altercations verbales ont eu lieu, mais aucun incident violent n'a été rapporté.

CLIENT: VOLLEYBALL BERTRANGE ->
EQUIPE ISRAELIENNE à TRANSPORTER

ALLER 17h30-17h55

Départ: Parc Hotel Alvisse - 120 Rte
d'Echternach, L-1453 Dommeldange
Luxembourg

Destination: Centre Atert - 13 Rue
Atert, L-8079 Bertrange

RETOUR 22h30-22h55

Départ: Centre Atert - 13 Rue Atert, L-
8079 Bertrange

Destination: Parc Hotel Alvisse - 120
Rte d'Echternach, L-1453 Dommeldange
Luxembourg

bus avec soutes !!
CLIENT A DEMANDÉ DE NE PAS METTRE
"UN CHAUFFEUR DE RELIGION
MUSULMANE" SI POSSSBLE

4. Commerce



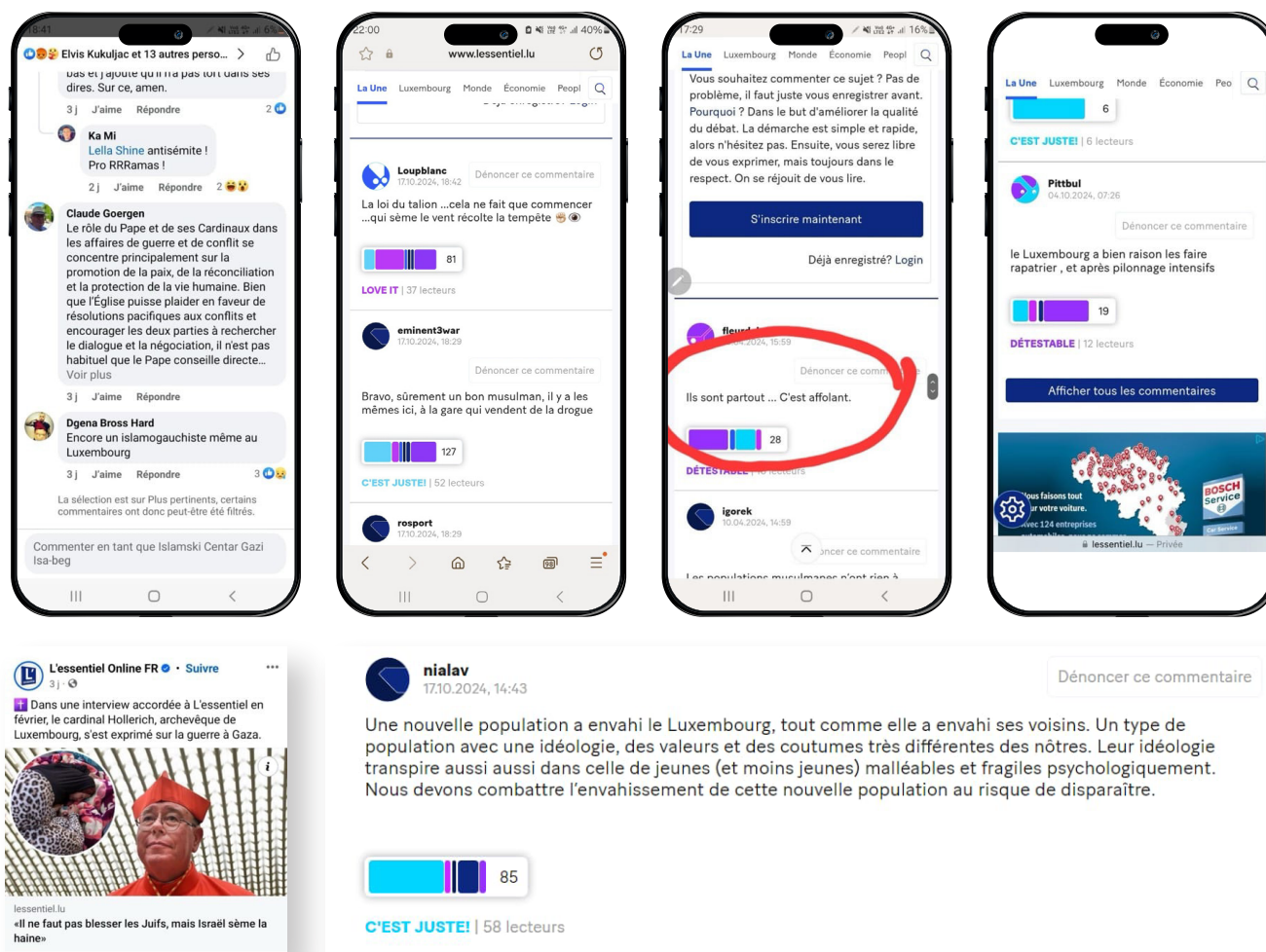
Une femme de confession musulmane qui porte le niqab a été victime d'insultes sur le parking du magasin Cora à Foetz.

Face à cette agression verbale, la victime s'est réfugiée à l'intérieur du magasin. À son retour, elle a découvert que l'un de ses pneus avait été volontairement lacéré, vraisemblablement à l'aide d'un couteau.

La police a rapidement ouvert une enquête, identifié l'auteur des faits et l'a retrouvé. Cette personne sera prochainement convoquée devant le tribunal.

Suite à cet événement marquant, un suivi psychologique a été proposé à la personne ayant subi cette agression.

5. La CyberIslamophobie



La cyberislamophobie désigne la haine, la stigmatisation ou les préjugés envers l'islam et les musulmans, exprimés sur internet et les réseaux sociaux. Ce phénomène se manifeste par la diffusion de discours haineux, de théories complotistes, de fausses informations ou encore de contenus caricaturaux visant à discréditer ou déshumaniser les musulmans.

Ancrée dans un climat de méfiance et d'amalgames, la cyberislamophobie s'amplifie avec la viralité des plateformes numériques, renforçant les stéréotypes et contribuant à l'exclusion sociale.

Elle peut avoir des conséquences graves, telles que la normalisation du racisme, la radicalisation des discours ou encore le harcèlement en ligne de personnes ciblées pour leur foi réelle ou supposée. Face à cette montée préoccupante, il devient essentiel de promouvoir l'éducation aux médias, la régulation des contenus haineux et la sensibilisation à la diversité religieuse pour construire un espace numérique plus respectueux.

À titre d'exemple, l'organisme BEE SECURE, dans son rapport d'activité 2024, précise que l'initiative BEE SECURE Stopline au Luxembourg, plateforme permettant aux citoyens de signaler de manière anonyme et confidentielle les contenus illégaux rencontrés en ligne, aurait enregistré, en 2024, 448 URLs contenant des contenus racistes, révisionnistes et discriminatoires, dont 263 auraient été transmis aux autorités compétentes.

6. Éléments d'Islamophobie dans le rapport sur l'antisémitisme au Luxembourg

Dans sa dernière édition, le rapport sur l'antisémitisme au Luxembourg contient un passage intitulé «Des personnes originaires d'ex-Yougoslavie» qui mérite une attention particulière du point de vue de l'analyse de l'islamophobie. Ce passage, censé documenter certaines expressions antisémites sur les réseaux sociaux, met en avant les personnes musulmanes originaires de Bosnie-Herzégovine d'une manière qui dépasse le simple constat factuel pour adopter un ton généralisant et culturalisant.

L'auteur exprime d'abord son étonnement face au nombre de messages antisémites attribués à des personnes issues de cette communauté. En l'absence de données précises ou de critères méthodologiques, cette observation se transforme en une mise en cause collective, fondée sur l'origine nationale et la confession religieuse. Ce type d'association entre musulman, origine étrangère et comportement problématique constitue l'un des mécanismes les plus récurrents de l'islamophobie contemporaine.

Le texte va plus loin en suggérant que ces comportements pourraient résulter de «l'influence grandissante de certains pays arabes et de la Turquie», insinuation qui réactive un imaginaire politique de suspicion envers les loyautés musulmanes, perçues comme extérieures à la société luxembourgeoise. Une telle formulation, dépourvue de fondement empirique, traduit un préjugé structurel où la pratique religieuse et les attaches culturelles des musulmans sont interprétées comme des signes potentiels de radicalisation.

En outre, la mise en avant de citations religieuses – des invocations à Dieu formulées dans le contexte de la guerre à Gaza – est présentée comme un indice d'extrémisme, sans distinction entre foi, émotion, engagement humanitaire ou discours de haine. Ce glissement entre religiosité et radicalité illustre une tendance islamophobe plus large: celle qui considère toute référence à l'islam dans le discours public comme suspecte ou incompatible avec le vivre-ensemble.

Il convient également de rappeler que si certaines personnes d'origine bosniaque ont manifesté une sensibilité particulière face aux crimes commis à Gaza — objets d'une procédure pour violation de la Convention sur le génocide devant la Cour internationale de justice —, cela peut s'expliquer par leur propre histoire récente: celle d'un peuple qui a lui-même été victime d'un génocide, reconnu par les arrêts de la même Cour de La Haye.

Enfin, l'affirmation selon laquelle ces réactions traduiraient une importation du conflit israélo-palestinien au Luxembourg, avec une «connotation religieuse», place de manière implicite la responsabilité de la tension sociale sur les musulmans eux-mêmes. En marginalisant la dimension politique, humanitaire ou citoyenne de leur mobilisation, le texte contribue à délégitimer la parole musulmane dans l'espace public, réduite à une expression communautaire ou émotionnelle.

Ce cas illustre comment, même dans des documents à vocation antiraciste, peuvent s'infiltrer des schémas discursifs islamophobes: généralisation à partir d'actes isolés, association entre religion et menace, externalisation de la loyauté nationale, et hiérarchisation implicite entre différentes formes de racisme. L'analyse de ce passage montre que la lutte contre l'antisémitisme ne peut être crédible ni efficace que si elle s'accompagne d'une vigilance constante face aux biais et stéréotypes visant les musulmans et, plus largement, toute communauté religieuse.

Avancées positives contre l'Islamophobie

Ces dernières années, plusieurs avancées positives ont marqué la lutte contre l'islamophobie à travers le monde. De nombreux pays ont renforcé leur législation pour mieux sanctionner les discours et actes de haine visant les musulmans, contribuant ainsi à une plus grande reconnaissance juridique de cette forme de discrimination. Par ailleurs, dans de nombreux pays, la société civile s'est mobilisée à travers des campagnes de sensibilisation, des actions éducatives et la création de plateformes de soutien pour les victimes. Des institutions internationales, telles que les Nations Unies et le Conseil de l'Europe, ont également intensifié leurs efforts en appelant à la tolérance et au respect de la diversité religieuse permettant une meilleure prise de conscience publique.

Le Luxembourg va s'attaquer activement à l'Islamophobie

Le gouvernement luxembourgeois a annoncé qu'il entend désormais s'attaquer activement à l'islamophobie dans le cadre de sa stratégie globale contre les discriminations. Il s'appuie sur un cadre législatif solide, notamment la loi du 28 novembre 2006 instaurant le principe d'égalité de traitement, désormais renforcé en 2023 par une loi sur le «vivre ensemble interculturel» qui remplace l'approche centrée sur l'intégration par une vision plus inclusive et participative.

En somme, la coalition gouvernementale du Luxembourg nourrit des ambitions concrètes pour structurer la lutte contre l'islamophobie via un ensemble combiné de législation, structures d'accompagnement et dispositifs de sensibilisation. Même si plusieurs défis persistent dans les faits, notamment en termes de sous-déclaration, ces mesures installent une dynamique positive vers plus de reconnaissance, de prévention et de soutien pour les personnes ciblées.

-
- Le Quotidien. (2024, mars 21). L'islamophobie toujours présente au Luxembourg.
<https://lequotidien.lu/a-la-une/lislamophobie-toujours-presente-au-luxembourg/>
 - L'essentiel. (2024, mars 20). Le gouvernement luxembourgeois va aussi s'attaquer à l'islamophobie.
<https://www.lesentiel.lu/fr/story/le-gouvernement-luxembourgeois-va-aussi-s-attaquer-a-l-islamophobie-103229141>
 - RTL Today. (2024, mars 20). New report highlights ongoing Islamophobia in Luxembourg.
<https://today.rtl.lu/news/luxembourg/a/2030230.html>
 - Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg. (s.d.). Discrimination – Qualité de vie au Luxembourg.
<https://luxembourg.public.lu/fr/vivre/qualite-de-vie/discrimination.html>
 - Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg. (2023). La nouvelle loi sur le vivre-ensemble interculturel.
<https://mfamigr.gouvernement.lu/fr/actualites/2023/vivre-ensemble-interculturel.html>



Conclusions & Préconisations

Cette cinquième édition de notre rapport sur l'islamophobie au Grand-Duché du Luxembourg met une nouvelle fois en lumière les difficultés persistantes rencontrées par les personnes de confession musulmane dans l'accès et l'exercice de leurs droits civils et sociaux ainsi que de leurs libertés essentielles.

Les données recueillies s'inscrivent dans la continuité des résultats de nos quatre précédentes enquêtes, couvrant la période de 2017 à 2024.

Ainsi, pour l'année 2024, environ 26 % des personnes interrogées déclarent avoir été directement victimes d'actes islamophobes, tandis qu'environ 41 % rapportent avoir été témoins de comportements islamophobes sans en avoir été personnellement la cible.

A présent, nous ne comptons pas étayer les répercussions sociales et individuelles dramatiques (souffrance psychologique, baisse de l'estime de soi, isolement social, stress, dépression, peur, insécurité, accès limité à l'éducation à l'emploi et à la santé, repli sur soi, perte de confiance en les institutions, auto-censure, colère, frustration) que nous observons sur les individus victimes de comportements islamophobes ainsi que les sociétés où ces agissements prolifèrent (division sociale, inégalités persistantes, perte de talents, tensions, conflits, reproduction des stéréotypes et des préjugés, baisse de la cohésion sociale, démotivation collective, méfiance envers les institutions, baisse de la croissance économique, mauvaise image à l'international).

En revanche, il est tout à fait pertinent de s'interroger sur le sentiment d'impunité à l'origine de cette réalité individuelle et collective. Le sentiment d'impunité constitue un facteur aggravant majeur dans les expériences de discrimination, notamment chez les minorités religieuses. Lorsqu'aucune réponse institutionnelle claire n'est pas apportée aux actes discriminatoires, les victimes perçoivent non seulement une absence de justice, mais également une légitimation implicite des comportements islamophobes.

L'inaction des autorités dans les cas de discriminations raciales ou religieuses contribue à ce que Fassin (2010)¹ nomme la «hiérarchisation des vies», où cer-

taines plaintes semblent moins dignes d'être entendues. L'absence de sanctions visibles alimente par ailleurs une «culture de l'impunité» (Garland, 2001)², affaiblissant la confiance des citoyens dans les mécanismes juridiques et sociaux. Dans le contexte luxembourgeois, où les recours restent encore peu visibles ou accessibles pour de nombreuses victimes, ce sentiment est renforcé par la faible proportion de signalements traduits en enquêtes ou en sanctions effectives. Cela nourrit une résignation croissante, les personnes concernées renonçant parfois à signaler les faits, convaincues qu'aucune suite concrète ne leur sera donnée.

Ainsi, l'absence de réponse juridique, politique ou sociale ferme aux actes islamophobes conduit les auteurs potentiels à percevoir ces comportements comme socialement tolérés. Ce vide répressif ancre une légitimation de la haine antimusulmane dans l'espace public. Comme le soulignent Delphy et al. (2015)³, l'absence de sanctions claires face aux discriminations alimente leur répétition et leur radicalisation. Allen (2010)⁴ ajoute que les réponses institutionnelles insuffisantes renforcent chez les victimes une perception d'abandon et, chez les agresseurs, le sentiment de pouvoir agir sans conséquence. Dans plusieurs contextes européens, y compris au Luxembourg, la rareté des poursuites judiciaires pour propos ou actes islamophobes contribue à invisibiliser le phénomène et à installer une culture de l'impunité favorable à sa reproduction.

Le rapport «Être musulman dans l'UE» (Being Muslim in the EU), publié par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA)⁵, démontre que moins d'un tiers des répondants musulmans (27 %) ont indiqué connaître les organisations offrant un soutien ou des conseils aux personnes victimes de discrimination. Des différences substantielles existent entre les pays étudiés, les taux de connaissance les plus élevés étant observés en Suède (40 %), aux Pays-Bas (34 %) et en Autriche (32 %). En revanche, seuls 19 % des répondants musulmans au Luxembourg et en Espagne, et 15 % en Italie, ont déclaré connaître ces organisations.

Afin de lutter plus efficacement contre l'Islamophobie, l'OIL recommande aux décideurs Luxembourgeois d'agir sur plusieurs fronts. Tout d'abord, il encourage à faire aboutir le plan national de lutte contre l'Islamophobie. L'OIL insiste également sur l'importance de collecter des données détaillées sur les différentes formes d'évolutions de cette forme particulière de discrimination, afin d'améliorer l'élaboration des politiques publiques et d'établir des objectifs mesurables. Par ailleurs, l'application rigoureuse de la législation existante, accompagnée de sanctions dissuasives en cas d'actes islamophobes ou de crimes de haine, est jugée essentielle.

L'OIL souligne également la nécessité de renforcer les organismes de promotion de l'égalité, en leur garantissant les moyens, les ressources et l'indépendance nécessaires pour agir efficacement.

Enfin, il appelle en outre à éradiquer les pratiques de profilage ethnique ou religieux touchant toutes les sphères et domaines sociaux (éducation, emploi, logement, santé, etc.) en s'attaquant aux éventuelles logiques institutionnelles et organisationnelles qui les sous-tendent, afin de garantir une égalité réelle et durable pour toutes et tous.

1 - Fassin, D. (2010). *La raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*. Paris: Éditions Hautes Études – Gallimard – Seuil.

2 - Garland, D. (2001). *The Culture of Control: Crime and Social Order in Contemporary Society*. Oxford: Oxford University Press.

3 - Delphy, C., Bouzar, D., & Hargreaves, A. (2015). *Islamophobie: Comment les élites françaises fabriquent le "problème musulman"*. Paris: Textuel.

4 - Allen, C. (2010). *Islamophobia*. Farnham: Ashgate.

5 - European Union Agency for Fundamental Rights. (2024, October 25). *Being Muslim in the EU – Experiences of Muslims*. Publications Office of the European Union.



**OBSERVATORIUM FIR ISLAMOPHOBIE
ISLAMOPHOBIA OBSERVATORY
OBSERVATOIRE DE L'ISLAMOPHOBIE**

TÉL: +352 621 646 392

E-MAIL: CONTACT@ISLAMOPHOBIE.LU

ISLAMOPHOBIE.LU